

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/42103]

28 MARS 2019. — Décret relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental, secondaire, ordinaire et spécialisé, de plein exercice ou en alternance, organisé ou subventionné par la Communauté française.

Il s'applique également aux centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française.

§ 2. Au sens du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° décret Missions : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

2° pouvoir organisateur : la personne morale de droit public ou la personne morale de droit privé qui assume la responsabilité de l'organisation d'une école;

3° WBE : l'organisme public autonome créé par le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française;

4° fédération de pouvoirs organisateurs : l'un des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux reconnus par le Gouvernement, répondant aux critères de l'article 5*bis* de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

5° Inspection : le Service général de l'Inspection visé par le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection;

6° l'Institut de la formation en cours de carrière : l'Institut de la formation en cours de carrière créé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière;

7° plan de pilotage : le plan visé à l'article 67, § 2, du décret Missions;

8° contrat d'objectifs : le contrat visé à l'article 67, § 6, du décret Missions;

9° dispositif d'ajustement : le dispositif visé à l'article 68, § 4, du décret Missions;

10° protocole de collaboration : le dispositif visé à l'article 68, § 7, du décret Missions.

Art. 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 3. WBE et chaque fédération de pouvoirs organisateurs dispose d'une Cellule de soutien et d'accompagnement, placée sous son autorité.

La Cellule de soutien et d'accompagnement de WBE est compétente pour les écoles qu'il organise et pour celles avec lesquelles WBE a conclu une convention en application de l'article 24, § 2, alinéa 2, 8°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

La Cellule de soutien et d'accompagnement d'une fédération de pouvoirs organisateurs est compétente pour les écoles dont le pouvoir organisateur est affilié à la fédération de pouvoirs organisateurs concernée et pour les écoles avec lesquelles ladite fédération de pouvoirs organisateurs a conclu une convention en application de l'article 24, § 2, alinéa 2, 8°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

CHAPITRE II. — *Des Cellules de soutien et d'accompagnement*Section I^{re}. — *Les missions des Cellules de soutien et d'accompagnement*

Art. 4. Chaque Cellule de soutien et d'accompagnement visée à l'article 3 exécute au minimum les missions suivantes en application de l'article 14, § 1^{er} :

1° offrir son appui aux écoles pour l'élaboration de leur plan de pilotage et la modification de leur contrat d'objectifs conformément à l'article 67 du décret Missions;

2° accompagner et suivre la mise en œuvre du contrat d'objectifs des écoles visé à l'article 67 du décret Missions;

3° apporter son appui aux écoles dont les performances présentent un écart significatif en dessous de la moyenne des écoles comparées pour rédiger une proposition de dispositif d'ajustement et remettre son avis sur cette proposition conformément à l'article 68 du décret Missions;

4° accompagner et suivre la mise en œuvre du protocole de collaboration des écoles dans le cadre de la convention d'accompagnement et de suivi visée à l'article 68 du décret Missions;

5° conseiller et accompagner les directions, les enseignants, les équipes pédagogiques et les écoles pour lesquels soit l'Inspection lors d'une mission d'investigation et de contrôle ou d'audit diligentée à la demande du Gouvernement ou des Services du Gouvernement, soit le pouvoir organisateur a constaté des faiblesses ou des manquements, en tenant compte des constats posés, des observations relevées et, s'il échet, des pistes d'amélioration;

6° apporter son appui aux écoles à faible taux d'occupation, ainsi qu'aux implantations d'écoles dont les performances présentent un écart significatif en dessous de la moyenne des écoles comparées, tels que visés à l'article 68 du décret Missions, au sens de l'article 7, § 1^{er}/1, du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française afin de mettre en place une stratégie de renforcement de leur attractivité;

7° conseiller, accompagner et soutenir les enseignants, les équipes pédagogiques et les écoles dans le déploiement d'une approche intégrée du numérique, conformément au présent décret;

8° accompagner et soutenir les directions dans le développement du travail collaboratif, tel que visé par le décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs;

9° soutenir les écoles dans la construction de leur projet d'établissement, en cohérence avec les projets éducatif et pédagogique de leur pouvoir organisateur, et de la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle ils adhèrent, et ce, conformément au décret Missions;

10° mettre leur savoir et leur expérience pédagogiques au service des équipes éducatives et pédagogiques d'écoles ou de groupes d'écoles dans une perspective d'amélioration de la qualité de la formation assurée aux élèves;

11° soutenir l'implantation des programmes et l'innovation pédagogique, notamment en informant les équipes éducatives et pédagogiques du contenu des réformes en matière d'enseignement;

12° accompagner ou superviser des groupes d'enseignants qui construisent collectivement des démarches pédagogiques, des outils pour leurs cours;

13° participer à l'analyse des besoins de formation des enseignants et faire des suggestions en vue d'élaborer le plan de formation de l'école;

14° assister les écoles et les équipes pédagogiques dans le travail d'autoanalyse des résultats obtenus par leurs élèves lors des évaluations externes non certificatives;

15° exercer toute autre mission qui est lui confiée par ou en vertu d'une disposition décrétole ou réglementaire.

Dans le cadre des missions visées au présent article, les Cellules de soutien et d'accompagnement veillent à assurer l'implémentation des démarches entreprises pendant la formation en cours de carrière.

Section II. — La composition des Cellules de soutien et d'accompagnement

Art. 5. Chaque Cellule de soutien et d'accompagnement est composée :

1° de Conseillers au soutien et à l'accompagnement parmi lesquels figurent des Conseillers technopédagogiques;

2° d'au moins un Conseiller au soutien et à l'accompagnement coordonnateur;

3° de Conseillers au soutien et à l'accompagnement chargés du soutien pédagogique des cours philosophiques.

Les Conseillers technopédagogiques visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont affectés à la réalisation de la mission visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 7°.

Le Conseiller au soutien et à l'accompagnement coordonnateur visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, est chargé de la coordination de la Cellule de soutien et d'accompagnement.

Les conseillers au soutien et à l'accompagnement visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, exercent exclusivement la mission visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 5°, et ce, uniquement pour le cours de morale non confessionnelle ou de religion du culte dont ils relèvent.

Les Cellules de soutien et d'accompagnement doivent comprendre un nombre minimum total de 370 Conseillers au soutien et à l'accompagnement visés à l'alinéa 1^{er}, disposant d'un titre pédagogique. Tous les six ans, avant le renouvellement des contrats visés à l'article 14, le Gouvernement répartit proportionnellement ce nombre entre les différentes Cellules en fonction de la répartition établie en application de l'article 6, § 3, alinéa 2.

Art. 6. § 1^{er}. Les membres du personnel des Cellules de soutien et d'accompagnement visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, sont :

1° soit désignés par le Gouvernement, sur proposition de WBE ou de la fédération de pouvoirs organisateurs dont ils relèvent, dans le cadre d'un congé pour mission en application de l'article 5 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

2° soit désignés par le Gouvernement, sur proposition de WBE ou de la fédération de pouvoirs organisateurs, dans le cadre d'un congé pour mission en application de l'article 6 du décret du 24 juin 1996 précité;

3° soit désignés par le Gouvernement, sur proposition de WBE ou de la fédération de pouvoirs organisateurs, dans le cadre d'un congé pour mission en application de l'article 6bis du décret du 24 juin 1996 précité;

4° soit désignés par le Gouvernement, sur proposition de WBE ou de la fédération de pouvoirs organisateurs, dans le cadre d'un congé pour mission en application de l'article 7 du décret du 24 juin 1996 précité aux conditions fixées dans ce décret, à concurrence du nombre maximum de postes fixé par le Gouvernement. Le cas échéant, le poste octroyé dans le cadre des conventions régionales en application des dispositions de l'article 7 du décret du 24 juin 1996 précité peut permettre l'engagement d'un membre du personnel dans une autre fonction que celle du membre du personnel mis en congé pour mission en vertu de l'article 7 précité. Dans ce cas, des périodes de NTPP peuvent être affectées totalement ou partiellement au remplacement du membre du personnel en congé pour mission. Elles ne peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif;

5° soit prélevés en application de l'article 21, § 1^{er}, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

6° soit engagés en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand ou en application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, à concurrence du nombre maximum de postes fixé par le Gouvernement;

7° soit engagés par WBE ou les fédérations de pouvoirs organisateurs selon les règles qui leur sont propres.

Les membres du personnel des Cellules de soutien et d'accompagnement désignés en application de l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°, le sont, parmi :

1° les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des écoles pour lesquelles la Cellule est compétente;

2° les membres du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux pour lesquels la Cellule est compétente;

3° les membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Écoles.

Dans le cadre de l'application de l'alinéa 1^{er}, 4^o, lorsque des périodes de NTPP sont attribuées dans le cadre de charges partielles à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif, les périodes de NTPP permettant son remplacement dans sa fonction d'origine ne peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif.

§ 2. Préalablement à la formulation d'une proposition de désignation au Gouvernement ou préalablement au recrutement d'un Conseiller au soutien et à l'accompagnement visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1^o, WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs arrête le profil de la fonction à pourvoir et lance un appel aux candidats.

Nul ne peut être désigné ou recruté en qualité de Conseiller au soutien et à l'accompagnement visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1^o, s'il n'a pas répondu à l'appel aux candidats.

WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs communique aux candidats les motifs de son choix au regard des critères du profil de fonction visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le nombre total de postes de Conseillers au soutien et à l'accompagnement visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1^o, dont WBE et chaque fédération de pouvoirs organisateurs peut bénéficier en application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, est fixé à 189.

Tous les six ans, avant le renouvellement des contrats visés à l'article 14, le nombre de Conseillers au soutien et à l'accompagnement visé à l'alinéa 1^{er} accordé à chaque Cellule est fixé par le Gouvernement, proportionnellement au nombre, exprimé en équivalents temps plein, de membres du personnel de l'équipe éducative qui prestent dans les écoles d'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé pour lesquelles la Cellule est compétente.

Art. 7. § 1^{er}. Les Conseillers au soutien et à l'accompagnement coordonnateurs visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2^o, sont désignés par le Gouvernement en application de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 7^o sur proposition de WBE ou de la fédération de pouvoirs organisateurs.

Nul ne peut être désigné en qualité de Conseiller au soutien et à l'accompagnement coordonnateur s'il ne remplit les conditions suivantes :

1^o avoir suivi une formation en gestion des ressources humaines de 30 heures ou faire valoir une expérience équivalente;

2^o dans le cas d'un Conseiller au soutien et à l'accompagnement désigné sur la base de l'article 6, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, être nommé ou engagé à titre définitif pour le nombre minimum d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes dont il est titulaire;

3^o avoir répondu à l'appel aux candidats visé au paragraphe 2.

§ 2. Préalablement à la formulation d'une proposition de désignation d'un Conseiller au soutien et à l'accompagnement coordonnateur visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2^o, WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs arrête le profil de la fonction à pourvoir et lance un appel aux candidats.

WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs communique aux candidats les motifs de son choix au regard des critères du profil de fonction visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 8. § 1^{er}. Les Conseillers au soutien et à l'accompagnement chargés du soutien pédagogique des cours philosophiques visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, sont désignés par le Gouvernement, sur proposition de WBE ou de la fédération de pouvoirs organisateurs concernée, dans le cadre d'un congé pour mission en application de l'article 5 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française parmi les maîtres et professeurs de morale non confessionnelle, de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Nul ne peut être désigné en qualité de Conseiller au soutien et à l'accompagnement chargé du soutien pédagogique des cours philosophiques visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, s'il ne dispose pas du visa spécifique à cette fonction émanant de l'autorité du culte concerné ou de la morale non confessionnelle. En cas d'absence ou de vacance d'autorité d'un culte ou de la morale non confessionnelle, pour autant que cette absence ou cette vacance soit démontrée, ce visa de l'autorité concernée ne sera pas requis. Le Gouvernement arrête le modèle et les modalités de délivrance du visa requis étant entendu que ce visa doit expressément porter sur l'accès éventuel du candidat à la fonction de Conseiller au soutien et à l'accompagnement et doit être délivré distinctement du visa requis pour l'accès du membre du personnel à ses fonctions d'enseignant.

§ 2. Préalablement à la formulation d'une proposition de désignation d'un Conseiller au soutien et à l'accompagnement des cours philosophiques visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs arrête le profil de la fonction à pourvoir et lance un appel aux candidats.

WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs communique aux candidats les motifs de son choix au regard des critères du profil de fonction visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le nombre total de postes de Conseillers au soutien et à l'accompagnement chargés du soutien pédagogique des cours philosophiques est fixé à 12.

Tous les six ans, avant le renouvellement des contrats visés à l'article 14, le Gouvernement fixe :

1^o la répartition des douze postes entre les différents cours philosophiques proportionnellement au nombre, exprimé en équivalents temps plein, de maîtres et professeurs de morale non confessionnelle, de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique qui prestent dans les écoles d'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé. Un poste au moins est octroyé à chaque cours philosophique;

2^o le nombre ou la proportion d'un équivalent temps plein de Conseillers au soutien et à l'accompagnement visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, accordé à chaque Cellule proportionnellement au nombre, exprimé en équivalents temps plein, de maîtres et professeurs de morale non confessionnelle, de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique qui prestent dans les écoles d'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé, pour lesquelles la Cellule est compétente.

Lorsque la répartition visée à l'alinéa 2 ne permet pas d'attribuer une charge complète (équivalent temps plein) à toutes les Cellules de soutien et d'accompagnement, une convention de collaboration est établie entre les Cellules concernées afin de permettre la désignation à temps plein d'un conseiller. Cette convention, transmise aux Services du Gouvernement préalablement à la formulation de la proposition de désignation du Conseiller au soutien et à l'accompagnement visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, concerné, fixe notamment :

1^o le choix sur la personne du candidat retenu, lequel est nécessairement sélectionné conformément à la procédure visée au paragraphe 2;

2° les principales modalités organisationnelles relatives à la gestion et à la coordination du candidat retenu;

3° les principales modalités organisationnelles relatives à la répartition du temps de travail du candidat retenu entre les différentes parties à la convention.

Art. 9. Le Gouvernement peut :

1° mettre fin de manière anticipée à la désignation d'un membre du personnel d'une Cellule de soutien et d'accompagnement visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, et désigné conformément à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, sur proposition motivée de WBE ou de la fédération de pouvoirs organisateurs concernée, basée sur une évaluation négative réalisée, à la suite d'un entretien, par le Conseiller au soutien et à l'accompagnement coordonnateur visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2°;

2° mettre fin de manière anticipée à la désignation du Conseiller au soutien et à l'accompagnement coordonnateur visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2°, sur proposition motivée de WBE ou de la fédération de pouvoirs organisateurs concernée.

Pour les conseillers au soutien et l'accompagnement engagés sur la base de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs concernée peut mettre fin de manière anticipée à l'engagement d'un membre du personnel d'une Cellule de soutien et d'accompagnement dans le respect des règles qui lui sont propres.

Art. 10. § 1^{er}. Tous les membres du personnel des Cellules de soutien et d'accompagnement sont tenus de suivre une formation initiale au cours des deux premières années de leur entrée en fonction, et une formation continue.

§ 2. La formation initiale visée au paragraphe 1^{er} est de 80 heures. Elle comprend une formation initiale générale et une formation spécifique.

Tous les deux ans, l'Institut de la formation en cours de carrière organise au moins une session de formation initiale générale d'une durée de 40 heures dont le contenu est fixé par le Gouvernement sur avis de l'Institut de la formation en cours de carrière.

Cette formation vise à développer :

1° les aptitudes relationnelles dans la gestion des relations personnelles, interpersonnelles et groupales entre adultes, en particulier dans les situations de communication orale et écrite, de prise de parole en public, d'animation de réunion, de travail en équipe, de supervision, de gestion de conflits, de médiation;

2° la prise de conscience des changements de posture et d'identité professionnelle amenés par rapport aux aptitudes et compétences relationnelles des candidats;

3° la compréhension des valeurs, du sens et de la portée de la notion de pilotage du système scolaire et des organisations scolaires, notamment en s'appropriant :

a) les enjeux, les valeurs, les finalités et les fondements scientifiques de la gouvernance et du pilotage du système éducatif;

b) les méthodes et processus d'évaluation des politiques scolaires et des réformes pédagogiques;

c) l'organigramme et les missions de l'Administration générale de l'Enseignement, le rôle et les missions des différents acteurs du système scolaire.

L'Institut de la formation en cours de carrière délivre une attestation de fréquentation de cette formation.

WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs concernée organise la formation initiale spécifique, d'une durée de 40 heures, destinée aux membres du personnel de sa Cellule. Les objectifs et les contenus de cette formation initiale spécifique sont transmis pour information à l'Institut de la formation en cours de carrière au plus tard dans le mois qui précède le début de celle-ci.

WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs concernée délivre une attestation de fréquentation de cette formation.

Le Gouvernement met fin d'office à la désignation des membres du personnel des Cellules de soutien et d'accompagnement désignés en application des articles 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui n'ont pas suivi la formation initiale dans un délai de deux années suivant leur désignation.

§ 3. Au-delà des deux premières années de leur fonction, les membres du personnel des Cellules de soutien et d'accompagnement suivent obligatoirement quatre jours de formation continue par an ou douze jours de formation continue réparties sur trois ans. Ils peuvent également suivre deux jours de formation continue facultative par an moyennant l'accord préalable du Conseiller coordonnateur de la Cellule de soutien et d'accompagnement concernée.

Ces formations se déroulent durant le temps de travail des membres du personnel des Cellules de soutien et d'accompagnement.

WBE et les fédérations de pouvoirs organisateurs veillent à la formation continue des membres du personnel des Cellules de soutien et d'accompagnement.

Les formations dont bénéficient les Conseillers au soutien et à l'accompagnement visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, et les Conseillers au soutien et à l'accompagnement coordonnateurs visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2°, en vertu du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ou du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, doivent porter sur des matières en relation avec leurs missions.

Les Conseillers au soutien et à l'accompagnement visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, et les Conseillers au soutien et à l'accompagnement coordonnateurs visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2°, non soumis aux décrets visés à l'alinéa 4 bénéficient des mêmes formations, organisées dans les mêmes conditions.

§ 4. Sur demande motivée de WBE ou de la fédération de pouvoirs organisateurs concernée, le Gouvernement peut dispenser un membre du personnel d'une Cellule de soutien et d'accompagnement engagé en application de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, de tout ou partie de la formation initiale visée au paragraphe 2 et/ou de la formation continue visée au paragraphe 3. A défaut de réaction du Gouvernement dans un délai de deux mois, la dispense est réputée accordée.

Art. 11. WBE et les fédérations de pouvoirs organisateurs transmettent chaque année aux Services du Gouvernement une liste actualisée des membres de leur Cellule de soutien et d'accompagnement.

WBE et les fédérations de pouvoirs organisateurs transmettent aux Services du Gouvernement des données numériques conformément au décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques statistiques dans l'enseignement obligatoire.

Section III. — Les moyens financiers alloués à WBE et aux fédérations de pouvoirs organisateurs pour les Cellules de soutien et d'accompagnement

Art. 12. WBE et les fédérations de pouvoirs organisateurs qui ont conclu le contrat visé à l'article 14 bénéficient d'une subvention annuelle destinée à couvrir les frais de personnel et de fonctionnement de leur Cellule de soutien et d'accompagnement visée à l'article 3.

Le montant total des subventions visées à l'alinéa 1^{er} est de 10.118.317 euros. Il est réparti entre WBE et chaque fédération de pouvoirs organisateurs, proportionnellement au nombre, exprimé en équivalents temps plein, de membres du personnel de l'équipe éducative qui prestent dans les écoles d'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé, qui relèvent de leur compétence respective.

Le montant visé à l'alinéa 2 est indexé annuellement en le multipliant par l'estimation la plus récente du cout moyen d'un enseignant nommé disposant d'une ancienneté de dix années, divisé par le cout moyen pour l'année précédente d'un enseignant nommé disposant d'une ancienneté de dix années.

Art. 13. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les modalités et les conditions d'octroi de la subvention visée à l'article 12, alinéa 1^{er}.

§ 2. Aux conditions et selon les modalités fixées par le Gouvernement, la subvention peut être réduite ou supprimée par le Gouvernement :

- 1° en cas d'évaluation négative de la mise en œuvre du contrat établi en application de l'article 16;
- 2° si elle n'est pas utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée;
- 3° si le rapport annuel visé à l'article 15 n'est pas communiqué;
- 4° en cas de dysfonctionnement grave de la Cellule.

En cas de réduction ou de suppression de la subvention, le Gouvernement peut adapter en conséquence le nombre de Conseillers au soutien et à l'accompagnement disposant d'un titre pédagogique que doit comprendre la Cellule de soutien et d'accompagnement concernée en application de l'article 5, dernier alinéa.

En outre, selon les modalités fixées par le Gouvernement, lorsqu'un ou plusieurs membres du personnel d'une Cellule engagés en application de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, n'ont pas suivi la formation initiale visée à l'article 10 dans un délai de deux années suivant leur engagement, le Gouvernement peut réduire la subvention visée à l'article 12 à concurrence de maximum 5% jusqu'à ce que WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs démontre que le ou les Conseillers concernés ont effectivement suivi la formation initiale.

Art. 14. § 1^{er}. WBE et les fédérations de pouvoirs organisateurs concluent avec le Gouvernement un contrat dont le modèle est arrêté par le Gouvernement, relatif aux services à prester et aux ressources à mobiliser par WBE et les fédérations de pouvoirs organisateurs aux fins d'assumer les missions de coordination, de soutien et d'accompagnement suivantes qui leur incombent :

- 1° les missions de leurs Cellules de soutien et d'accompagnement visées à l'article 3, telles qu'énoncées à l'article 4;
- 2° la désignation d'un manager de crise à la demande du Gouvernement, si WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs y est habilité par le pouvoir organisateur concerné, conformément à l'article 67, § 14, ou à l'article 68, § 11, du décret Missions;
- 3° faciliter la communication entre les pouvoirs organisateurs et les Services du Gouvernement, notamment avec les directeurs de zone et les délégués au contrat d'objectifs;
- 4° assurer la formation des pouvoirs organisateurs, ou s'assurer de celle-ci, et assurer leur accompagnement concernant le processus de contractualisation visé aux articles 67 et 68 du décret Missions;
- 5° assurer la formation des pouvoirs organisateurs, ou s'assurer de celle-ci, et assurer leur accompagnement concernant la sélection et l'évaluation des directeurs;
- 6° assurer la formation initiale et continue des directeurs conformément aux décrets en vigueur;
- 7° assurer la formation en cours de carrière des membres du personnel conformément aux décrets en vigueur;
- 8° assurer le soutien rapproché et l'accompagnement collectif ou individualisé des équipes pédagogiques;
- 9° assurer l'accompagnement des écoles dans le déploiement d'une approche intégrée du numérique;
- 10° favoriser la collaboration entre les pouvoirs organisateurs, encourager la bonne utilisation et la mutualisation des ressources et moyens mis à leur disposition et les accompagner dans la conception et la réalisation de leur projet d'investissement;
- 11° prendre en charge des missions spécifiques et supplémentaires de coordination, de soutien et d'accompagnement fixées dans le cadre du contrat visé au présent paragraphe.

§ 2. Le contrat visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est renouvelé tous les six ans après que le Gouvernement a exécuté les articles 6, § 3, alinéa 2, et 8, § 3, alinéa 2.

Il comprend au moins les éléments suivants :

- 1° la date de sa conclusion et de sa prise de cours, laquelle peut rétroagir;
- 2° la description des missions et objectifs assignés pour la période couverte par le contrat;
- 3° les moyens mis à disposition et les modalités d'octroi;
- 4° les modalités et le calendrier de suivi et d'évaluation;
- 5° les données communiquées aux Services du Gouvernement ainsi que les modalités de forme et de délais liés à cette communication;
- 6° les conditions et les modalités de modification du contrat.

Par « la description des missions et objectifs pour la période couverte par le contrat », on entend :

- 1° la reproduction des missions de coordination, de soutien et d'accompagnement visées au paragraphe 1^{er};
- 2° les objectifs transversaux et thématiques assignés à WBE ou à la fédération de pouvoirs organisateurs s'agissant de l'exécution des missions visées au 1°;

3° les actions particulières que WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs mènent en vue d'atteindre les objectifs visés au 2°.

Par « les moyens mis à disposition et les modalités d'octroi », on entend :

1° le nombre de Conseillers au soutien et à l'accompagnement dont WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs pourra disposer, durant la période contractuelle, pour sa Cellule de soutien et d'accompagnement en exécution des articles 6, § 3, et 8, § 3, ainsi que le nombre de Conseillers au soutien et à l'accompagnement coordonnateurs visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2°;

2° le nombre de Conseillers technopédagogiques visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, que WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs projette d'employer au sein de sa Cellule de soutien et d'accompagnement, ce nombre devant être suffisant pour la réalisation de la mission qui incombe à ces Conseillers en application de l'article 4, alinéa 1^{er}, 7°;

3° le montant annuel à indexer de la subvention dont WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs pourra bénéficier pour sa Cellule de soutien et d'accompagnement, étant entendu que le montant de la subvention pour la première et la dernière année civile du contrat pourra être fixé au prorata de la période couverte par le contrat;

4° le nombre total de membres de personnel que WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs projette d'employer dans sa Cellule de soutien et d'accompagnement, les profils des fonctions et les modalités d'engagement projetés;

5° une estimation annuelle des frais de fonctionnement de la Cellule de soutien et d'accompagnement;

6° le cas échéant, la mention de la ou des fédérations de pouvoirs organisateurs avec laquelle/lesquelles WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs projette de conclure la convention visée à l'article 8, § 3, alinéa 3;

7° un rappel des conditions et modalités de liquidation de la subvention telles qu'elles figurent à l'article 13;

8° tout autre élément que les parties voudraient faire figurer dans le contrat à ce titre.

Par « les modalités et le calendrier de suivi et d'évaluation », on entend :

1° la reproduction de la procédure d'évaluation de la mise en œuvre du contrat visée à l'article 16;

2° la fixation de la date à laquelle les rapports de suivi annuels doivent être adressés au Gouvernement;

3° la fixation des indicateurs de suivi de la mise en œuvre du contrat par référence aux points 2° et 3°, de l'alinéa 2;

4° tout autre élément que les parties voudraient faire figurer dans le contrat à ce titre.

Par « les conditions et les modalités de modification du contrat », on entend les conditions et les modalités selon lesquelles les parties conviennent de modifier :

1° les objectifs transversaux et thématiques visés à l'alinéa 3, 2°;

2° les actions particulières visées à l'alinéa 3, 3°;

3° le nombre total de membres de personnel visé à l'alinéa 4, 4°;

4° l'estimation des frais de fonctionnement visée à l'alinéa 4, 5°;

5° toute modification de la ou des conventions visées à l'alinéa 4, 6°;

6° la date visée à l'alinéa 5, 2°;

7° les indicateurs de suivi visés à l'alinéa 5, 3°;

8° tout autre élément que les parties conviendraient de modifier.

Les parties peuvent convenir de faire figurer d'autres dispositions dans le contrat visé au paragraphe 1^{er}. Le Gouvernement ne peut imposer à WBE ou aux fédérations de pouvoirs organisateurs d'autres missions que celles visées au paragraphe 1^{er}. WBE ou une fédération de pouvoirs organisateurs peut toutefois accepter de se voir confier d'autres missions dans le contrat visé au paragraphe 1^{er}, sans augmentation du montant de la subvention visée à l'article 12.

Art. 15. § 1^{er}. Un rapport annuel relatif à la mise en œuvre du contrat visé à l'article 14 est établi par WBE et les fédérations de pouvoirs organisateurs et communiqué au Gouvernement à la date fixée dans le contrat, laquelle est antérieure au 1^{er} octobre.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} contient un bilan, une description des moyens utilisés et des actions réalisées durant l'année d'exécution du contrat écoulée, ainsi qu'une analyse qualitative et quantitative de la réalisation des missions et objectifs visés à l'article 14, § 2, alinéa 2.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} est accompagné des pièces justificatives de l'utilisation de la subvention pour l'année d'exécution du contrat écoulée.

§ 2. Le Gouvernement fixe le modèle du rapport visé au paragraphe 1^{er}.

Art. 16. Sur la base des rapports visés à l'article 15, le Gouvernement procède à l'évaluation du contrat visé à l'article 14, à son échéance.

Le Gouvernement peut également procéder à une évaluation intermédiaire du contrat visé à l'article 14 au terme de ses trois premières années d'exécution.

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives*

Art. 17. Dans l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les paragraphes 2 à 4 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Pour qu'un organe obtienne la reconnaissance du Gouvernement :

1° il doit y avoir cohérence entre les projets éducatif et pédagogique d'un pouvoir organisateur qui adhère à cet organe et le projet éducatif et les axes majeurs du projet pédagogique de cet organe;

2° l'organe :

a) prévoit dans ses statuts que l'assemblée générale est constituée :

- pour au moins 80 % de pouvoirs organisateurs affiliés ou de représentants élus en leur sein par plusieurs pouvoirs organisateurs;

- pour un maximum de 20 % de membres cooptés par les premiers;

b) prévoit dans ses statuts que ladite assemblée générale prend les décisions relatives aux modifications desdits statuts, à la définition du montant de la cotisation éventuelle prévue conformément à l'article 5*quinquies* et à la désignation du conseil d'administration, celui-ci étant désigné pour une durée maximale de six ans renouvelables;

c) assure la publicité des informations destinées à ses membres ainsi que des règles d'adhésion à l'organe et d'accès aux activités, programmes et services offerts par celui-ci;

d) transmet au Gouvernement, lors de sa demande de reconnaissance, une copie des résolutions d'adhésion des pouvoirs organisateurs affiliés, les noms et prénoms des membres des différentes instances le composant ainsi qu'une copie de ses statuts et règlements et, par la suite, dès qu'elle est adoptée, toute modification relative à ces divers éléments;

3° le conseil d'administration de l'organe :

a) est composé d'une majorité de membres choisis parmi ceux définis au 2°, a), premier tiret;

b) désigne, pour une durée maximale de six ans renouvelables, les personnes habilitées à signer, en son nom, les protocoles concluant les concertations visées à l'article 5.

§ 3. La reconnaissance accordée vaut pour une durée indéterminée.

§ 4. Le Gouvernement retire la reconnaissance aux organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs qui cessent de répondre aux conditions fixées aux paragraphes 1^{er} et 2.

Le Gouvernement arrête la procédure de reconnaissance, de refus de reconnaissance et de retrait de reconnaissance.

La procédure visée à l'alinéa 2 prévoit au moins :

1° que l'organe introduit une demande de reconnaissance auprès du Gouvernement au plus tard le 15 novembre de l'année qui précède la première année de l'entrée en application de cette reconnaissance;

2° les modalités d'introduction de la demande de reconnaissance;

3° la possibilité pour l'organe d'introduire un recours contre une décision de refus ou de retrait de reconnaissance ainsi que ses formes et délais;

4° la possibilité pour l'organe d'être entendu lors d'un recours;

5° les délais endéans lesquels doivent être prises les décisions d'octroi, de refus ou de retrait en matière de reconnaissance. ».

Art. 18. Dans la même loi, l'article 5*ter* est remplacé par ce qui suit :

« Article 5*ter*. § 1^{er}. Chaque organe de représentation et de coordination visé à l'article 5*bis* est chargé d'une mission générale de représentation, de coordination, de soutien et d'accompagnement des pouvoirs organisateurs qu'il affine ou avec lesquels il a conclu une convention, et ce, selon les termes fixés dans cette convention.

Dans ce cadre, chaque organe de représentation et de coordination visé à l'article 5*bis* conclut avec le Gouvernement le contrat visé à l'article 14 du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement, et bénéficie de la subvention visée à l'article 12, alinéa 1^{er}, du même décret, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe. ».

Art. 19. Dans la même loi, il est inséré un article 5*quater* rédigé comme suit :

« Article 5*quater*. WBE est chargé d'une mission générale de représentation, de coordination, de soutien et d'accompagnement des écoles qu'il organise et celles avec lesquelles il a conclu une convention en application de l'article 24, § 2, alinéa 2, 8°, et ce, selon les termes fixés dans cette convention.

Dans ce cadre, WBE conclut avec le Gouvernement le contrat visé à l'article 14 du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement, et bénéficie de la subvention visée à l'article 12, alinéa 1^{er}, du même décret, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe. ».

Art. 20. Dans la même loi, il est inséré un article 5*quinquies* rédigé comme suit :

« Article 5*quinquies*. Chaque pouvoir organisateur peut prélever sur les dotations ou subventions de fonctionnement des établissements qu'il organise le montant de la cotisation qu'il verse à un des organes de représentation et de coordination. ».

Art. 21. Dans l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, il est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Sur la proposition de l'autorité d'un culte ou de la morale non confessionnelle, et après avoir reçu l'avis de la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, le Gouvernement labélise les référentiels des cours de religion ou de morale non confessionnelle et les soumet à la confirmation du Parlement. En cas d'absence ou de vacance d'autorité d'un culte ou de la morale non confessionnelle, pour autant qu'elle soit démontrée, le Parlement désigne les membres d'un groupe technique chargé d'établir les référentiels du cours de religion ou de morale non confessionnelle concerné. Après s'être assuré de leur conformité aux référentiels labélisés du cours de religion ou de morale non confessionnelle concerné, le Gouvernement approuve les programmes des cours de religion ou de morale non confessionnelle conformément à tous les autres programmes de cours. ».

Art. 22. Dans l'article 24, § 2, alinéa 2, de la même loi, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° bénéficiaire, si l'école n'est pas affiliée à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs visé à l'article 5*bis*, de services de soutien et d'accompagnement externes, en vertu d'une convention passée au plus tard quatre mois après la création de l'établissement ou de la section d'établissement avec une des Cellules de soutien et d'accompagnement visées par le décret du 28 mars 2019 précité. Seule la Cellule de soutien et d'accompagnement de Wallonie-Bruxelles Enseignement ne peut pas refuser de signer la convention précitée. ».

Art. 23. Dans l'article 15 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « du Titre III du décret du 8 mars 2007 relatif au

Service général de l'Inspection, au Service de soutien et d'accompagnement pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de soutien et d'accompagnement pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général » sont remplacés par les mots « du Chapitre III du décret du 28 mars 2019 relatif aux Cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement ».

Art. 24. Dans l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les mots « conseillers pédagogiques » sont remplacés par les mots « Conseillers au soutien et à l'accompagnement ».

Art. 25. Dans l'article 12 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, les mots « de l'animation pédagogique » sont remplacés par les mots « des Cellules de soutien et d'accompagnement ».

Art. 26. Dans l'article 5 du décret du 24 juin 1996 portant règlementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° auprès d'une Cellule de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, créée par le décret du 28 mars 2019 relatif aux Cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le nombre global et le nombre par affectation de congés pour mission, accordés en vertu du paragraphe 1^{er}, sont fixés par le Gouvernement. Ces nombres sont exprimés en charges complètes. ».

Art. 27. Dans l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le « 6° » est remplacé par « 3° et 5° »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par un 8° rédigé comme suit :

« ou

8° s'exerce auprès d'une Cellule de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, créée par le décret du 28 mars 2019 relatif aux Cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement. »;

Dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le « 6° » est remplacé par « 6° et 8° ».

Art. 28. Dans l'article 6*bis* du même décret, tel qu'il a été inséré par le décret du 17 octobre 2013, l'alinéa 1^{er} remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut accorder un congé pour mission aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} dont la mission s'accomplit de manière régulière et continue auprès des Cellules de soutien et d'accompagnement visées à l'article 3 du décret du 28 mars 2019 relatif aux Cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement. ».

Art. 29. Dans l'article 5 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, le 38° est remplacé par ce qui suit :

« 38° la Cellule de soutien et d'accompagnement : l'une des Cellules de soutien et d'accompagnement visées par le décret du 28 mars 2019 relatif aux Cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement. ».

Art. 30. Dans les articles 35, § 2, alinéa 4, et 39*bis*, § 2, alinéa 2, du même décret les mots « du Service de conseil et de soutien pédagogique, des Cellules de conseil et de soutien pédagogique » sont remplacés par les mots « des Cellules de soutien et d'accompagnement ».

Art. 31. Dans l'article 67 du même décret, tel que remplacé par le décret du 13 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 5, alinéa 2, les mots « Le service ou la cellule de soutien et d'accompagnement » sont remplacés par les mots « la Cellule de soutien et d'accompagnement » et les mots « le service de soutien et d'accompagnement » sont remplacés par les mots « la Cellule de soutien et d'accompagnement »;

2° dans le paragraphe 6, alinéa 11, le point c) est remplacé par ce qui suit :

« c) à la Cellule de soutien et d'accompagnement, si cette Cellule a participé à son élaboration; »;

3° dans le paragraphe 10, alinéa 2, les mots « le service ou la cellule de soutien et d'accompagnement offrent » sont remplacés par les mots « la Cellule de soutien et d'accompagnement compétente offre ».

Art. 32. Dans l'article 68 du même décret, tel que remplacé par le décret du 13 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots « le service ou la cellule de soutien et d'accompagnement » sont remplacés par les mots « la Cellule de soutien et d'accompagnement »;

2° dans le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots « qu'au service ou à la cellule de soutien et d'accompagnement. » sont remplacés par les mots « qu'à la Cellule de soutien et d'accompagnement. »;

3° dans le paragraphe 9, alinéa 1^{er}, les mots « du service ou de la cellule de soutien et d'accompagnement, » sont remplacés par les mots « de la Cellule de soutien et d'accompagnement, ».

Art. 33. Dans l'article 2 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 34. Dans l'article 3 du même décret, il est inséré un 11bis rédigé comme suit :

« 11bis. proposer une labélisation exprimant la conformité des référentiels des cours de religion ou de morale non confessionnelle qui lui sont soumis et pour lesquels elle constate, après avis motivé rendu par une commission du Service général de l'Inspection, composée entre autres d'inspecteurs de religion concernés ou de morale non confessionnelle,

1° leur conformité au titre II de la Constitution, spécialement ses articles 10, 11, 19 et 20, et à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, spécialement ses articles 9 et 14;

2° le respect de l'enseignement de la religion, tel que prévu par la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 8;

3° la conformité avec les socles de compétences, les compétences terminales et les savoirs visés aux articles 16, 25 et 35 du décret-missions;

4° la prise en compte des articles 6, 8, 10, 16, § 3, 24, 34 et 78 du décret-missions.

En outre, la Commission rend un avis sur les projets de programmes des cours de religion et de morale non confessionnelle par rapport respectivement aux référentiels des cours de religion ou de morale non confessionnelle labélisés.

Dans le cadre de cette mission, la Commission peut faire appel à des représentants de l'autorité du culte concerné ou de la morale non confessionnelle, à titre d'invités ne disposant pas d'une voix délibérative. Ces représentants ne peuvent pas relever d'un pouvoir organisateur. ».

Art. 35. Dans l'article 13, § 3, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Sur décision du Conseiller au soutien et à l'accompagnement coordonnateur de la Cellule de soutien et d'accompagnement concernée, un Conseiller au soutien et à l'accompagnement peut assurer une formation durant son temps de prestation. Toutefois, il ne peut être rétribué pour cette formation et il ne peut dispenser plus de vingt demi-jours de formation par année scolaire ou par exercice. ».

Art. 36. Dans l'article 14 du même décret, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ou l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs qui serait tenu d'établir un rapport de suivi en application de l'article 15 du décret du 28 mars 2019 relatif aux Cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement est dispensé, dans ce cas, d'établir et de transmettre cette évaluation. ».

Art. 37. Dans l'article 26, § 1^{er}, 8^oter, du même décret, le mot « pédagogique » est chaque fois remplacé par les mots « au soutien et à l'accompagnement ».

Art. 38. Dans l'article 18, § 1^{er}, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Sur décision du Conseiller au soutien et à l'accompagnement coordonnateur de la Cellule de soutien et d'accompagnement concernée, un Conseiller au soutien et à l'accompagnement peut assurer une formation durant son temps de prestation. Toutefois, il ne peut être rétribué pour cette formation et il ne peut dispenser plus de vingt demi-jours de formation par année scolaire ou par exercice. ».

Art. 39. Dans le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 7, alinéa 1^{er}, les mots «, le Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française et les Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française» sont chaque fois remplacés par les mots « et les Cellules de soutien et d'accompagnement »;

2° dans l'article 9, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa premier, le dernier tiret est remplacé par ce qui suit :

« - des membres des Cellules de soutien et d'accompagnement désignés par le Gouvernement sur proposition de WBE ou de l'organe de coordination et de représentation dont ils relèvent. »;

b) dans les alinéas 7, 8 et 9, les mots « de conseil et de soutien pédagogique » sont chaque fois remplacés par les mots « de soutien et d'accompagnement » et les mots « du service de conseil et de soutien pédagogique » sont chaque fois remplacés par les mots « de la Cellule de soutien et d'accompagnement »;

3° dans l'article 17, § 1^{er}, les mots « du Service de conseil et de soutien pédagogique » sont remplacés par les mots « de la Cellule de soutien et d'accompagnement »;

4° dans l'article 18 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « du Service de conseil et de soutien pédagogique » sont remplacés par les mots « de la Cellule de soutien et d'accompagnement » et les mots « de conseil et de soutien pédagogiques » sont remplacés par les mots « de soutien et d'accompagnement »;

b) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « pédagogiques » est chaque fois remplacé par les mots « au soutien et à l'accompagnement »;

c) dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les services d'inspection concernés et les Conseillers au soutien et à l'accompagnement veillent à intégrer ces résultats aux apports de leurs propres investigations dans le cadre de leurs missions respectives d'évaluation du niveau des études et de soutien et d'accompagnement. Ils apportent leur appui aux écoles dans l'analyse et l'exploitation des résultats. »;

d) dans le paragraphe 2, les mots « du Service de conseil et de soutien pédagogique » sont remplacés par les mots « de la Cellule de soutien et d'accompagnement » et les mots « de conseil et de soutien pédagogiques » sont remplacés par les mots « de soutien et d'accompagnement »;

5° dans l'article 22, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le dernier tiret est remplacé par ce qui suit :

« - un membre de la Cellule de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé par la Communauté française désigné par le Gouvernement sur proposition de WBE et un ou des membre(s) des Cellules de soutien et d'accompagnement désigné(s) par le Gouvernement sur proposition de l'organe de coordination et de représentation dont il(s) relève(nt). »;

b) dans l'alinéa 5, les mots « de conseil et de soutien pédagogique » sont chaque fois remplacés par les mots « de soutien et d'accompagnement »;

c) dans l'alinéa 6, les mots « le service de conseil et de soutien pédagogique » sont remplacés par les mots « la Cellule de soutien d'accompagnement de l'enseignement organisé par la Communauté française » et les mots « de conseil et de soutien pédagogiques » sont remplacés par les mots « de soutien et d'accompagnement »;

6° dans les articles 36/4, § 1^{er}, 36/5/3 et 36/12, § 1^{er}, les mots « du service de conseil et de soutien pédagogique » sont chaque fois remplacés par les mots « de la Cellule de soutien et d'accompagnement » et les mots « de conseil et de soutien pédagogique » sont chaque fois remplacés par les mots « de soutien et d'accompagnement »;

7° dans l'article 36/5/4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « du Service de conseil et de soutien pédagogique » sont chaque fois remplacés par les mots « de la Cellule de soutien et d'accompagnement » et les mots « de conseil et de soutien pédagogique » sont chaque fois remplacés par les mots « de soutien et d'accompagnement »;

b) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « pédagogiques » est remplacé par les mots « au soutien et à l'accompagnement »;

c) dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les services d'inspection concernés et les Conseillers au soutien et à l'accompagnement veillent à intégrer ces résultats aux apports de leurs propres investigations dans le cadre de leurs missions respectives d'évaluation du niveau des études et de soutien et d'accompagnement. Ils apportent leur appui aux écoles dans l'analyse et l'exploitation des résultats. »;

d) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. En ce qui concerne la transmission des résultats des élèves des établissements scolaires considérés un par un, la transmission à la Cellule de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé par la Communauté française ou à la Cellule de soutien et d'accompagnement de l'enseignement subventionné par la Communauté française concernée, selon le cas, ne concerne que les établissements relevant, soit de l'enseignement organisé par la Communauté française, soit d'un pouvoir organisateur affilié à un organe de représentation et de coordination. Dans ce dernier cas, la transmission est subordonnée à l'accord donné par le pouvoir organisateur. Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles le pouvoir organisateur fait part de cet accord. ».

Art. 40. Dans l'article 7bis, § 1^{er}, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« À titre informatif, les Services du Gouvernement mettent un répertoire de pratiques en matière de PIA et d'outils de gestion des PIA qui se sont avérés efficaces dans diverses écoles à la disposition des équipes éducatives ainsi que des Cellules de soutien et d'accompagnement visées par le décret du 28 mars 2019 relatif aux Cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement. ».

Art. 41. L'article 25 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française, chaque fédération de pouvoirs organisateurs qui serait tenu d'établir un rapport de suivi en application de de l'article 15 du décret du 28 mars 2019 relatif aux Cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement est dispensé, dans ce cas, d'établir et de transmettre le rapport d'évaluation visé à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 42. Dans l'article 3, § 8, alinéa 2, c), du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire, les mots « conseillers pédagogiques » sont remplacés par les mots « Conseillers au soutien et à l'accompagnement ».

CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires

Art. 43. Dans le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques, sont abrogés :

1° l'article 4;

2° dans le Titre Ier, les Chapitres III, VI et V comportant les articles 17 à 25;

3° le Titre III comportant les articles 149 à 156.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

Art. 44. Les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont désignés en qualité de conseiller pédagogique en vertu du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques conservent le bénéfice de leur désignation selon les mêmes conditions, avec la qualité de Conseillers au soutien et à l'accompagnement.

Les Conseillers visés à l'alinéa 1^{er} qui ont été désignés après le 1^{er} septembre 2017 sont tenus de suivre la formation initiale visée à l'article 10 dans un délai de trois années à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 45. Sont réputés reconnus conformément au présent décret, à la date de l'entrée en vigueur fixée par l'article 50, les organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs reconnus conformément aux règles applicables avant son entrée en vigueur.

Art. 46. En 2019, le montant visé à l'article 12, alinéa 2, est fixé par dérogation à 3.365.263 euros.

Le montant visé à l'article 12, alinéa 2, est complété des montants suivants :

- 1° pour l'année 2021, de 435.850 euros;
- 2° pour l'année 2022, de 896.468 euros;
- 3° pour l'année 2023, de 1.380.766 euros;
- 4° pour l'année 2024, de 1.888.109 euros.

En 2025, le montant visé à l'article 12, alinéa 2, est majoré de 2.260.232 euros. A partir de 2026, la somme obtenue est liée à la croissance salariale, conformément à l'article 12, alinéa 3.

Art. 47. Par dérogation à l'article 5, alinéa 5, pour la première période de six ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, le nombre de Conseillers au soutien et à l'accompagnement devant disposer d'un titre pédagogique est réparti de la manière suivante entre les différentes Cellules de soutien et d'accompagnement :

- 1° Conseil de l'enseignement des Communes et Provinces : 92;
- 2° Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné : 31;
- 3° Fédération des établissements libres subventionnés indépendants : 5;
- 4° Secrétariat général de l'enseignement catholique en Communauté française et germanophone : 177;
- 5° Wallonie-Bruxelles Enseignement : 65.

Art. 48. Par dérogation à l'article 6, § 3, pour la première période de six ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, le nombre de Conseillers au soutien et à l'accompagnement visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, dont WBE et chaque fédération de pouvoirs organisateurs peuvent bénéficier en application de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1, 1°, est réparti de la manière suivante :

- 1° Conseil de l'enseignement des Communes et Provinces : 62;
- 2° Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné : 7;
- 3° Fédération des établissements libres subventionnés indépendants : 2;
- 4° Secrétariat général de l'enseignement catholique en Communauté française et germanophone : 70;
- 5° Wallonie-Bruxelles Enseignement : 48.

Art. 49. Par dérogation à l'article 8, § 3, alinéa 2, 1°, pour la première période de six ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, la répartition entre les différents cours philosophiques des postes de Conseillers au soutien et à l'accompagnement visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, est fixée de la manière suivante :

- 1° morale non confessionnelle : deux postes;
- 2° religion catholique : cinq postes;
- 3° religion islamique : deux postes;
- 4° religion protestante : un poste.
- 5° religion orthodoxe : un poste;
- 6° religion israélite : un poste.

Par dérogation à l'article 8, § 3, alinéa 2, 2°, pour la première période de six ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, le nombre ou la proportion d'un équivalent temps plein de Conseillers au soutien et à l'accompagnement visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, dont WBE et chaque fédération de pouvoirs organisateurs peuvent bénéficier est réparti de la manière suivante :

	WBE	FELSI	CECP	CPEONS	SEGEN
Morale non confessionnelle	8/10	2/10	5/10	5/10	-
Religion catholique	4/10	1/10	2/10	8/10	35/10=3.5 TP
Religion islamique	5/10	1/10	9/10	4/10	1/10
Religion protestante	3/10	1/10	4/10	1/10	1/10
Religion orthodoxe	5/10	1/10	1/10	3/10	-
Religion israélite	7/10	1/10	1/10	1/10	-

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

Art. 50. Les articles 12 à 21, 34 et 45 entrent en vigueur le 1^{er} avril 2019.

Art. 51. A l'exception des dispositions dont l'entrée en vigueur est fixée par l'article 50, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 779-1 – Amendements en commission, n° 779-2. Rapport de commission, n° 779-3. – Texte adopté en commission, - n° 779-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 779-5

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 27 mars 2019.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/42103]

28 MAART 2019. — Decreet betreffende de steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Dit decreet is van toepassing op het basis-, secundair, gewoon en buitengewoon onderwijs, met volledig leerplan of alternerend, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het is ook van toepassing op de psycho-medisch-sociale centra die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

§ 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder:

1° Opdrachtendecreet: het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

2° inrichtende macht: een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de organisatie van een school;

3° WBE: de autonome overheidsinstelling die opgericht is bij het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

4° federatie van inrichtende machten: een van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra die door de Regering zijn erkend en die voldoen aan de criteria van artikel 5bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

5° Inspectie: de Algemene inspectiedienst zoals bedoeld in het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene inspectiedienst;

6° Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan: Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan dat werd opgericht door het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleiding tijdens de loopbaan;

7° sturingsplan: het plan zoals bedoeld in artikel 67 § 2, van het Opdrachtendecreet;

8° doelstellingenovereenkomst : de overeenkomst zoals bedoeld in artikel 67, § 6, van het Opdrachtendecreet;

9° aanpassingsmechanisme: het mechanisme bedoeld in artikel 68, § 4, van het Opdrachtendecreet;

10° samenwerkingsprotocol: het mechanisme bedoeld in artikel 68, § 7, van het Opdrachtendecreet.

Art. 2. Voor een goede leesbaarheid van dit bijzonder decreet is het gebruik van mannelijke namen voor de verschillende bekwaamheidsbewijzen en ambten gemeenslachtig, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep.

Art. 3. WBE en elke federatie van inrichtende machten beschikken over een steun- en begeleidingscel die onder hun gezag staat.

De steun- en begeleidingscel van WBE is verantwoordelijk voor de scholen die zij organiseert en voor de scholen waarmee WBE een overeenkomst heeft gesloten overeenkomstig artikel 24, § 2, tweede lid, 8°, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De steun- en begeleidingscel van een federatie van inrichtende machten is bevoegd voor de scholen waarvan de inrichtende macht is aangesloten bij de betrokken federatie van inrichtende machten en voor de scholen waarmee de federatie van inrichtende machten een overeenkomst heeft gesloten met toepassing van artikel 24, § 2, tweede lid, 8°, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

HOOFDSTUK II. — *De steun- en begeleidingscellen*

Afdeling I. — De opdrachten van de steun- en begeleidingscellen

Art. 4. Elke in artikel 3 bedoelde steun- en begeleidingscel voert ten minste de volgende opdrachten uit overeenkomstig artikel 14, § 1:

1° ondersteuning bieden aan scholen bij het ontwikkelen van hun sturingsplan en het wijzigen van hun doelstellingenovereenkomsten overeenkomstig artikel 67 van het Opdrachtendecreet;

2° de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst voor scholen zoals bedoeld in artikel 67 van het Opdrachtendecreet ondersteunen en controleren;

3° scholen waarvan de prestaties aanzienlijk onder het gemiddelde van de vergeleken scholen verschillen, ondersteunen bij het opstellen van een voorstel voor een aanpassingsmechanisme en haar advies over dit voorstel indienen overeenkomstig artikel 68 van het Opdrachtendecreet;

4° de uitvoering van het samenwerkingsprotocol tussen scholen in het kader van de ondersteunings- en opvolgsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 68 van het Opdrachtendecreet, ondersteunen en controleren;

5° steunen en begeleiden van de directies, de leerkrachten, de pedagogische teams en de scholen waarvoor de Inspectie, hetzij tijdens een op verzoek van de Regering of de diensten van de Regering uitgevoerde onderzoeks-, controle- of auditopdracht, hetzij tijdens de vaststelling door de inrichtende macht van de zwakke punten of de tekortkomingen, rekening houdend met de gemaakte vaststellingen, en in voorkomend geval, de manieren voor de verbetering ervan;

6° steun verlenen aan scholen met een lage bezettingsgraad en aan de vestigingsplaatsen van scholen waarvan de prestaties aanzienlijk lager zijn dan het gemiddelde van de vergeleken scholen, zoals bedoeld in artikel 68 van het Opdrachtendecreet, in de zin van artikel 7, § 1/1, van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met het oog op de invoering van een strategie om hun aantrekkelijkheid te vergroten;

7° adviseren, begeleiden en ondersteunen van leerkrachten, pedagogische teams en scholen bij de implementatie van een geïntegreerde digitale aanpak, in overeenstemming met dit decreet;

8° de directies ondersteunen en bijstaan bij de ontwikkeling van de samenwerking, zoals bedoeld in het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de werkzaamheden van de personeelsleden van het onderwijs en het verlenen van meer organisatorische flexibiliteit aan de inrichtende machten;

9° scholen ondersteunen bij de bouw van hun schoolproject, in overeenstemming met de educatieve en pedagogische projecten van hun inrichtende macht en de federatie van inrichtende machten waartoe zij behoren, in overeenstemming met het Opdrachtendecreet;

10° hun pedagogische kennis en ervaring ten dienste stellen van de educatieve en pedagogische teams van scholen of groepen scholen, teneinde de kwaliteit van de aan de leerlingen verstrekte opleiding te verbeteren;

11° de uitvoering van programma's en pedagogische vernieuwing ondersteunen, met name door educatieve en pedagogische teams te informeren over de inhoud van onderwijshervormingen;

12° groepen leerkrachten begeleiden of opvolgen die gezamenlijk pedagogische benaderingen en instrumenten voor hun cursussen ontwikkelen;

13° deelnemen aan de analyse van de opleidingsbehoeften van leerkrachten en voorstellen doen voor de ontwikkeling van het opleidingsplan van de school;

14° scholen en pedagogische teams helpen bij de zelfanalyse van de resultaten die hun leerlingen hebben behaald tijdens de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden door een getuigschrift;

15° alle andere opdrachten uitvoeren die haar bij of krachtens een decreet of verordening worden toevertrouwd.

In het kader van de in dit artikel bedoelde opdrachten zien de steun- en begeleidingscellen toe op de uitvoering van de maatregelen die in het kader van de opleiding tijdens de loopbaan worden genomen.

Afdeling II. — De samenstelling van de steun- en begeleidingscellen

Art. 5. Elke steun- en begeleidingscel is samengesteld uit:

1° steun- en begeleidingsadviseurs waaronder techno-pedagogische adviseurs;

2° ten minste een coördinerende steun- en begeleidingsadviseur;

3° steun- en begeleidingsadviseurs belast met pedagogische ondersteuning van filosofische vakken.

De techno-pedagogische adviseurs, bedoeld in het eerste lid, 1°, worden aangesteld om de opdracht, bedoeld in artikel 4, eerste lid, 7°, uit te voeren.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde coördinerende steun- en begeleidingsadviseur is verantwoordelijk voor de coördinatie van de steun- en begeleidingscel.

De steun- en begeleidingsadviseurs bedoeld in het eerste lid, 3°, oefenen uitsluitend de opdracht uit zoals bedoeld in artikel 4, eerste lid, 5°, en dit enkel voor de cursus van de niet-confessionele zedenleer of godsdienst van de eredienst waarvan zij deel uitmaken.

De steun- en begeleidingscellen moeten in totaal ten minste 370 steun- en begeleidingsadviseurs zoals bedoeld in het eerste lid met een pedagogisch getuigschrift omvatten. Om de zes jaar, vóór de hernieuwing van de in artikel 14 bedoelde overeenkomsten, verdeelt de Regering dit aantal naar evenredigheid over de verschillende cellen volgens de overeenkomstig artikel 6, § 3, tweede lid vastgestelde verdeling.

Art. 6. § 1. De personeelsleden van de in artikel 5, eerste lid, 1°, bedoelde steun- en begeleidingscellen zijn:

1° hetzij door de Regering, op voorstel van WBE of de federatie van de inrichtende machten waartoe zij behoren, aangewezen in het kader van een verlof in het kader van een verlof wegens opdracht in de zin van artikel 5 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

2° hetzij door de Regering, op voorstel van WBE of van de federatie van de inrichtende machten, aangewezen in het kader van een verlof wegens opdracht met toepassing van artikel 6 van voormeld decreet van 24 juni 1996;

3° hetzij door de Regering, op voorstel van WBE of van de federatie van de inrichtende machten, aangewezen in het kader van een verlof wegens opdracht krachtens artikel 6bis van voormeld decreet van 24 juni 1996;

4° hetzij door de Regering, op voorstel van WBE of van de federatie van inrichtende machten, in het kader van een verlof wegens opdracht overeenkomstig artikel 7 van voormeld decreet van 24 juni 1996 en onder de in dat decreet bepaalde voorwaarden, tot het door de Regering vastgestelde maximumaantal betrekkingen, aangewezen. In voorkomend geval kan de betrekking die krachtens de regionale overeenkomsten met toepassing van de bepalingen van artikel 7 van bovengenoemd decreet van 24 juni 1996 wordt toegekend, de aanwerving van een personeelslid in een andere ambt dan die van het personeelslid dat op grond van bovengenoemd artikel 7 met verlof wegens opdracht te verrichten mogelijk maken. In dat geval kunnen de NTPP-perioden (het totale aantal uren-leraar) geheel of gedeeltelijk worden toegewezen om het personeelslid dat met verlof is wegens opdracht, te vervangen. Zij kunnen geen aanleiding geven tot een definitieve benoeming of aanwerving in vast verband;

5° hetzij afgenomen krachtens artikel 21, § 1, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

6° hetzij aangewezen overeenkomstig artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, of overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, tot het door de Regering vastgestelde maximumaantal betrekkingen;

7° hetzij door WBE, hetzij door de federaties van inrichtende machten volgens hun eigen regels aangewezen.

De personeelsleden van de steun- en begeleidingscellen die zijn aangewezen overeenkomstig het eerste lid, 1°, 2° en 3°, worden aangesteld onder meer:

1° leden van het bestuur- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel, paramedisch personeel, psychologisch personeel en maatschappelijk werkers van de scholen waarvoor de Cel bevoegd is;

2° leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra waarvoor de Cel bevoegd is;

3° leden van het bestuur- en onderwijzend personeel en opvoedend hulppersoneel van de hogescholen.

In het kader van de toepassing van het eerste lid, 4°, wanneer de NTPP-periodes als onderdeel van de gedeeltelijke lasten worden toegewezen aan een personeelslid dat in vast verband wordt benoemd of aangesteld, kunnen de NTPP-periodes die zijn vervanging mogelijk maken in zijn oorspronkelijke functie, geen aanleiding geven tot een aanwerving of benoeming in vast verband.

§ 2. Voorafgaand aan de formulering van een voorstel tot aanwijzing aan de Regering of voorafgaand aan de aanwerving van een steun- en begeleidingsadviseur als bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, stelt WBE of de federatie van inrichtende machten het profiel van de in te vullen functie vast en doet een oproep tot kandidaten.

Niemand mag worden aangewezen of aangeworven als steun- en begeleidingsadviseur als bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, indien hij niet heeft gereageerd op de oproep tot kandidaten.

WBE of de federatie van inrichtende machten stelt de kandidaten in kennis van de redenen voor haar keuze in het licht van de criteria van het in de eerste lid bedoelde functieprofiel.

§ 3. Het totale aantal functies van de in artikel 5, eerste lid, 1°, bedoelde steun- en begeleidingsadviseurs waarvan WBE en elke federatie van inrichtende machten op grond van paragraaf 1, eerste lid, 1°, gebruik kan maken, wordt vastgesteld op 189.

Om de zes jaar, vóór de hernieuwing van de in artikel 14 bedoelde overeenkomsten, wordt het aantal in het eerste lid bedoelde steun- en begeleidingsadviseurs dat toegekend wordt aan elke cel vastgesteld door de Regering naar rato van het aantal in voltijdse equivalenten uitgedrukte personeelsleden van het opvoedingsteam dat les geeft in scholen voor het kleuteronderwijs, het lager onderwijs, het basisonderwijs en het secundair onderwijs, het gewoon en gespecialiseerd onderwijs, met volledig leerplan of alternerend, waarvoor de cel bevoegd is.

Art. 7. § 1. De coördinerende steun- en begeleidingsadviseurs zoals bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2°, worden benoemd door de Regering in toepassing van artikel 6, § 1, eerste lid, 1° en 7° op voorstel van WBE of de federatie van inrichtende machten.

Niemand mag worden aangewezen als coördinerende steun- en begeleidingsadviseur, tenzij hij/zij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° een opleiding van 30 uur op het vlak van personeelsmanagement hebben gevolgd of gelijkwaardige ervaring hebben opgedaan;

2° in het geval van een steun- en begeleidingsadviseur aangesteld op basis van artikel 6, paragraaf 1, eerste lid, 1°, benoemd of aangeworven in vast verband voor het minimumaantal uren of lestijden dat vereist is voor de volledige prestaties waarvan hij titularis is;

3° gereageerd hebben op de in paragraaf 2 bedoelde oproep tot kandidaten.

§ 2. Voorafgaand aan de formulering van een voorstel tot aanwijzing van een coördinerende steun- en begeleidingsadviseur zoals bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2°, stelt WBE of de federatie van inrichtende machten het profiel van het in te vullen ambt vast en doet een oproep tot kandidaten.

WBE of de federatie van inrichtende machten stelt de kandidaten in kennis van de redenen voor haar keuze in het licht van de criteria van het in het eerste lid bedoelde ambtsprofiel.

Art. 8. § 1. De steun- en begeleidingsadviseurs belast met de pedagogische ondersteuning van de filosofische vakken bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, worden door de Regering, op voorstel van WBE of de betrokken federatie van de inrichtende machten, aangewezen in het kader van een verlof wegens opdracht in de zin van artikel 5 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs onder de meesters en leraren van niet-confessionele zedenleer, van katholieke, protestantse, Joodse, orthodoxe en islamitische godsdiensten in door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

Niemand mag worden aangewezen als steun- en begeleidingsadviseur die belast is met de pedagogische ondersteuning van de in artikel 5, eerste lid, 3°, bedoelde filosofische vakken, indien hij niet beschikt over de specifieke kwalificatie die de overheid van de betrokken godsdienst of niet-confessionele zedenleer voor dit ambt verleent. In geval van afwezigheid of vacature van de overheid van een godsdienst of niet-confessionele zedenleer, is een dergelijke kwalificatie van de betrokken overheid niet vereist, mits deze afwezigheid of vacature wordt aangetoond. De Regering stelt het model en de nadere regels voor de afgifte van de vereiste kwalificatie vast, met dien verstande dat deze kwalificatie uitdrukkelijk betrekking moet hebben op de eventuele toegang van de kandidaat tot het ambt van steun- en begeleidingsadviseur en los moet staan van de kwalificatie die vereist is voor de toegang van het personeelslid tot zijn of haar onderwijstaken.

§ 2. Voorafgaand aan de formulering van een voorstel tot benoeming van een steun- en begeleidingsadviseur voor filosofische vakken als bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, stelt WBE of de federatie van inrichtende machten het profiel van het in te vullen ambt vast en doet een oproep tot kandidaten.

WBE of de federatie van inrichtende machten stelt de kandidaten in kennis van de redenen voor haar keuze in het licht van de criteria van het in het eerste lid bedoelde ambtsprofiel.

§ 3. Het totale aantal betrekkingen van steun- en begeleidingsadviseurs belast met pedagogische ondersteuning voor filosofische vakken wordt vastgesteld op 12.

Om de zes jaar, vóór de verlenging van de in artikel 14 bedoelde overeenkomsten, stelt de Regering het volgende vast:

1° de verdeling van de twaalf betrekkingen over de verschillende filosofische cursussen in verhouding tot het aantal, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, meesters en hoogleraren van niet-confessionele zedenleer, katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten in de kleuterscholen, de scholen van het basis-, lager- en secundair onderwijs met volledig leerplan of alternerend, gewoon en gespecialiseerd onderwijs. Aan elke filosofische cursus wordt minstens één betrekking toegekend;

2° het aantal of de verhouding van één voltijds equivalent van de in artikel 5, eerste lid, 3, bedoelde steun- en begeleidingsadviseurs, dat aan elke cel wordt toegekend in verhouding tot het aantal, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, van de meesters en hoogleraren van een niet-confessionele zedenleer, godsdienst van de katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe, en islamitische godsdiensten die werkzaam zijn in de kleuterscholen, de scholen van het lager onderwijs, het basisonderwijs en het secundair onderwijs met volledig leerplan of alternerend, gewoon en gespecialiseerd onderwijs waarvoor de cel bevoegd is.

Wanneer de in het tweede lid bedoelde verdeling het niet mogelijk maakt een volledige opdrachtlast (voltijds equivalent) toe te wijzen aan alle steun- en begeleidingscellen, wordt tussen de betrokken cellen een samenwerkingsovereenkomst gesloten om de aanwijzing van een voltijds adviseur mogelijk te maken. Deze overeenkomst, die aan de diensten van de Regering wordt toegezonden vóór de formulering van het voorstel tot aanwijzing van de betrokken steun- en begeleidingsadviseur bedoeld in de eerste lid van artikel 5, 3°, stelt in het bijzonder vast:

1° de keuze van de persoon van de weerhouden kandidaat, die overeenkomstig de in paragraaf 2 bedoelde procedure moet worden geselecteerd;

2° de belangrijkste organisatorische nadere regels voor het beheer en de coördinatie van de weerhouden kandidaat;

3° de belangrijkste organisatorische nadere regels met betrekking tot de verdeling van de arbeidstijd van de weerhouden kandidaat over de verschillende partijen van de overeenkomst.

Art. 9. De Regering kan:

1° vroegtijdig een einde maken aan de aanwijzing van een personeelslid van een steun- en begeleidingscel bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, dat overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste lid, 1° tot en met 4°, is aangewezen op een met redenen omkleed voorstel van WBE of de federatie van de betrokken inrichtende machten, op basis van een negatieve beoordeling na een onderhoud met de coördinerende steun- en begeleidingsadviseur bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2°;

2° vroegtijdig een einde maken aan de aanwijzing van de in artikel 5, eerste lid, 2°, bedoelde coördinerende steun- en begeleidingsadviseur, op basis van een met redenen omkleed voorstel van WBE of de betrokken federatie van inrichtende machten.

Voor steun- en begeleidingsadviseurs die op grond van artikel 6, § 1, eerste lid, 7°, in dienst waren genomen, kan WBE of de betrokken federatie van inrichtende machten de aanstelling van een personeelslid van een steun- en begeleidingscel overeenkomstig haar eigen regels vroegtijdig beëindigen.

Art. 10. § 1. Alle personeelsleden van de steun- en begeleidingscellen moeten gedurende de eerste twee jaar van hun indiensttreding een oorspronkelijke opleiding en voortgezette opleiding volgen.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde oorspronkelijke opleiding bedraagt 80 uur. Ze omvat een algemene oorspronkelijke opleiding en een specifieke opleiding.

Om de twee jaar organiseert het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan ten minste één zitting van algemene oorspronkelijke opleiding van 40 uur, waarvan de inhoud wordt bepaald door de Regering op advies van het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan.

Deze opleiding heeft tot doel het ontwikkelen van:

1° relationele vaardigheden in het beheer van persoonlijke, interpersoonlijke en groepsrelaties tussen volwassenen, met name in situaties van mondelinge en schriftelijke communicatie, spreken in het openbaar, faciliteren van vergaderingen, teamwerk, supervisie, conflictbeheersing en bemiddeling;

2° bewustzijn van de veranderingen in houding en professionele identiteit die zich voordoen in relatie tot de relationele vaardigheden en competenties van de kandidaten;

3° inzicht in de waarden, de betekenis en de reikwijdte van de notie van sturing van het schoolsysteem en de schoolorganisaties, in het bijzonder door zich de volgende waarden toe te eigenen:

- a) de inzet, de waarden, de doelstellingen en de wetenschappelijke grondslagen van het bestuur en het sturen van het onderwijsstelsel;
- b) methoden en processen voor de evaluatie van het schoolbeleid en de pedagogische hervormingen;
- c) het organigram en de opdrachten van het Algemeen Bestuur Onderwijs, de rol en de opdrachten van de verschillende actoren in het schoolsysteem.

Het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan levert een getuigschrift van deelname aan deze opleiding af.

WBE of de betrokken federatie van inrichtende machten organiseert de specifieke oorspronkelijke opleiding van 40 uur voor het personeel van haar cel. De doelstellingen en de inhoud van deze specifieke oorspronkelijke opleiding worden uiterlijk in de maand vóór het begin van de opleiding ter informatie naar het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan gestuurd.

WBE of de betrokken federatie van inrichtende machten geeft een getuigschrift van deelname aan deze opleiding af.

De Regering beëindigt van rechtswege de aanwijzing van de personeelsleden van de Steun- en begeleidingscellen die overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste lid, zijn benoemd en die niet binnen twee jaar na hun aanwijzing een oorspronkelijke opleiding hebben gevolgd.

§ 3. Na de eerste twee jaar van hun ambt moeten de personeelsleden van de steun- en begeleidingscellen vier dagen per jaar een voortgezette opleiding of twaalf dagen voortgezette opleiding verspreid over drie jaar, volgen. Zij kunnen ook twee dagen facultatieve voortgezette opleiding per jaar volgen met voorafgaande toestemming van de coördinerend adviseur van de betrokken steun- en begeleidingscel.

Deze opleidingen vinden plaats tijdens de werktijd van de personeelsleden van de steun- en begeleidingscellen.

WBE en de federaties van inrichtende machten zorgen voor de voortgezette opleiding van de personeelsleden van de steun- en begeleidingscellen.

De opleidingen die worden verstrekt aan de steun- en begeleidingsadviseurs, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, en de coördinerende steun- en begeleidingsadviseurs, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2°, krachtens het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs of het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, moeten betrekking hebben op de vakken die verband houden met hun opdrachten.

De steun- en begeleidingsadviseurs bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, en de coördinerende steun- en begeleidingsadviseurs, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2° die niet onder de decreten bedoeld in het vierde lid vallen, krijgen dezelfde opleiding, die onder dezelfde voorwaarden wordt georganiseerd.

§ 4. Op gemotiveerde aanvraag van WBE of de betrokken federatie van inrichtende machten kan de Regering een personeelslid van een steun- en begeleidingscel dat overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste lid, 7°, in dienst is genomen, geheel of gedeeltelijk vrijstellen van de in paragraaf 2 bedoelde oorspronkelijke opleiding en/of de in paragraaf 3 bedoelde voortgezette opleiding. Indien de Regering niet binnen twee maanden reageert, wordt de vrijstelling geacht te zijn toegestaan.

Art. 11. WBE en de federaties van inrichtende machten sturen de diensten van de Regering jaarlijks een bijgewerkte lijst van de leden van hun steun- en begeleidingscel.

WBE en de federaties van inrichtende machten sturen digitale gegevens door naar de diensten van de Regering overeenkomstig het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolsysteem en de overdracht van digitale statistische gegevens in het leerlichtonderwijs.

Afdeling III. — De financiële middelen die aan WBE en de federaties van inrichtende machten voor steun- en begeleidingscellen worden toegewezen

Art. 12. WBE en de federaties van inrichtende machten die de in artikel 14 bedoelde overeenkomst hebben gesloten, ontvangen een jaarlijkse subsidie ter dekking van de personeels- en werkingskosten van hun in artikel 3 bedoelde steun- en begeleidingscel.

Het totale bedrag van de subsidies bedoeld in het eerste lid bedraagt 10.118.317 EURO. Het wordt verdeeld tussen WBE en elke federatie van inrichtende machten, in verhouding tot het aantal leden van het opvoedingsteam, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, die werkzaam zijn in de scholen voor kleuter-, basis-, lager- en secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend, gewoon en gespecialiseerd onderwijs, die binnen hun respectieve bevoegdheden vallen.

Het in het tweede lid bedoelde bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd door het te vermenigvuldigen met de meest recente raming van de gemiddelde kosten van een benoemde leraar met een anciënniteit van tien jaar, gedeeld door de gemiddelde kosten van een benoemde leraar met een anciënniteit van tien jaar in het voorafgaande jaar.

Art. 13. § 1. De Regering bepaalt de nadere regels en de voorwaarden voor de toekenning van de in artikel 12, eerste lid, bedoelde subsidie.

§ 2. Onder de voorwaarden en volgens de nadere regels die door de Regering zijn vastgesteld, kan de subsidie door de Regering worden verminderd of afgeschaft:

- 1° in geval van een negatieve evaluatie van de uitvoering van de in artikel 16 vastgestelde overeenkomst;
- 2° indien de subsidie niet wordt gebruikt voor het doel waarvoor het is toegekend;
- 3° indien het in afdeling 15 bedoelde jaarverslag niet wordt verstrekt;
- 4° in geval van een ernstige tekortkoming van de cel.

In geval van vermindering of afschaffing van de subsidie kan de Regering het aantal steun- en begeleidingsadviseurs met een pedagogische getuigschrift dat overeenkomstig artikel 5, laatste lid, in de betrokken steun- en begeleidingscel moet worden opgenomen, dienovereenkomstig aanpassen.

Wanneer een of meer personeelsleden van een cel aangeworven krachtens artikel 6, § 1, eerste lid, 7°, niet binnen twee jaar na hun verbintenis de in artikel 10 bedoelde basisopleiding hebben voltooid, kan de Regering bovendien, volgens de door de Regering vastgestelde nadere regels, de in artikel 12 bedoelde subsidie met ten hoogste 5 % verminderen tot WBE of de federatie van inrichtende machten aantoon dat de betrokken adviseur(s) de oorspronkelijke opleiding daadwerkelijk hebben voltooid.

Art. 14. § 1. WBE en de federaties van inrichtende machten sluiten met de Regering een overeenkomst waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld, betreffende de door WBE en de federaties van inrichtende machten in te zetten diensten en middelen voor de uitvoering van de volgende coördinatie-, ondersteunings- en bijstandsoopdrachten waarmee zij worden belast:

- 1° de opdrachten van hun steun- en begeleidingscellen, bedoeld in artikel 3, zoals beschreven in artikel 4;
- 2° de aanwijzing van een crisismanager op verzoek van de Regering, indien WBE of de federatie van inrichtende machten daartoe door de betrokken inrichtende macht is toegelaten overeenkomstig artikel 67, § 14 of artikel 68, § 11, van het Oprachtendecreet;
- 3° de communicatie tussen de inrichtende machten en de diensten van de Regering vergemakkelijken, in het bijzonder met de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;
- 4° de opleiding van de inrichtende machten waarborgen, of ervoor zorgen dat zij worden opgeleid en hen te ondersteunen bij de contractualisering als bedoeld in de artikelen 67 en 68 van het Oprachtendecreet;
- 5° zorgen voor de opleiding van de inrichtende machten, of ervoor te zorgen dat zij worden opgeleid, en hen te ondersteunen bij de selectie en evaluatie van directeurs;
- 6° voor de oorspronkelijke opleiding en de voortgezette opleiding van de directeurs zorgen in overeenstemming met de geldende decreten;
- 7° zorgen voor de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel in overeenstemming met de geldende decreten;
- 8° zorgen voor een nauwe steun en een collectieve of individuele begeleiding van de pedagogische teams;
- 9° scholen begeleiden bij de ontplooiing van een geïntegreerde digitale aanpak;
- 10° de samenwerking tussen de inrichtende machten bevorderen, het juiste gebruik en de verdeling van de beschikbare middelen en mogelijkheden aanmoedigen en hen bijstaan bij het ontwerp en de uitvoering van hun investeringsproject;
- 11° specifieke en aanvullende coördinatie-, ondersteunings- en begeleidingsopdrachten op zich nemen die in de in deze paragraaf bedoelde overeenkomst zijn vastgelegd.

§ 2. De overeenkomst, zoals bedoeld in de eerste paragraaf, eerste lid, wordt om de zes jaar hernieuwd nadat de Regering de artikelen 6, § 3, tweede lid, en 8, § 3, tweede lid, heeft uitgevoerd.

De overeenkomst omvat ten minste de volgende elementen:

- 1° de datum van sluiting en inwerkingtreding, eventueel met terugwerkende kracht;
- 2° een beschrijving van de opdrachten en doelstellingen voor de periode waarop de overeenkomst betrekking heeft;
- 3° de ter beschikking gestelde middelen en de nadere regels voor de toekenning ervan;
- 4° de nadere regels en het tijdschema voor de opvolging en de evaluatie;
- 5° de gegevens die aan de diensten van de Regering zijn meegedeeld, alsmede de vormvereisten en de termijnen die aan deze mededeling zijn verbonden;
- 6° de voorwaarden en nadere regels voor wijziging van de overeenkomst.

Onder "beschrijving van de opdrachten en doelstellingen voor de periode waarop de overeenkomst betrekking heeft" wordt verstaan:

- 1° de weergave van de in paragraaf 1 bedoelde coördinatie-, ondersteunings- en begeleidingsopdrachten;
- 2° de transversale en thematische doelstellingen die aan WBE of de federatie van inrichtende machten zijn toegewezen met betrekking tot de uitvoering van de opdrachten vermeld in 1°;
- 3° de specifieke acties die WBE of de federatie van inrichtende machten uitvoeren om de in 2° genoemde doelstellingen te bereiken.

Onder "de ter beschikking gestelde middelen en toekenningsvoorwaarden" wordt verstaan :

- 1° het aantal steun- en begeleidingsadviseurs dat WBE of de federatie van inrichtende machten gedurende de contractuele periode kan hebben voor haar steun- en begeleidingscel overeenkomstig de artikelen 6, § 3, en 8, § 3, alsmede het aantal steun- en begeleidingsadviseurs als bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2°;
- 2° het aantal techno-pedagogische adviseurs als bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, dat WBE of de federatie van inrichtende machten voornemens is binnen haar steun- en begeleidingscel in dienst te nemen, en dat toereikend is voor de uitvoering van de opdracht die krachtens artikel 4, eerste lid, 7° op de betrokken adviseurs rust;
- 3° het jaarlijks te indexerende bedrag van de subsidie die WBE of de federatie van inrichtende machten voor haar steun- en begeleidingscel kan ontvangen, met dien verstande dat het bedrag van de subsidie voor het eerste en het laatste kalenderjaar van de overeenkomst kan worden vastgesteld naar rato van de looptijd van de overeenkomst;
- 4° het totale aantal personeelsleden dat WBE of de federatie van inrichtende machten voornemens is in haar steun- en begeleidingscel in dienst te nemen, het profiel van de ambten en de voorgestelde arbeidsvoorwaarden;
- 5° een jaarlijkse raming van de werkingskosten van de steun- en begeleidingscel;
- 6° in voorkomend geval, een verwijzing naar de federatie(s) van inrichtende machten waarmee WBE of de federatie van inrichtende machten voornemens is de in artikel 8, § 3, derde lid bedoelde overeenkomst te sluiten;
- 7° een herinnering aan de voorwaarden en de nadere regels voor de vereffening van de subsidie zoals uiteengezet in artikel 13;
- 8° elk ander element dat de partijen in de overeenkomst als zodanig zouden willen opnemen.

Onder "nadere regels en tijdschema voor opvolging en evaluatie" wordt verstaan:

- 1° een weergave van de procedure voor de evaluatie van de uitvoering van de in artikel 16 bedoelde overeenkomst;
- 2° de vaststelling van de datum waarop de jaarlijkse opvolgingsverslagen aan de Regering moeten worden toegezonden;
- 3° de vaststelling van opvolgingsindicatoren op de uitvoering van de overeenkomst onder verwijzing naar lid 2, punten 2 en 3;
- 4° elk ander element dat de partijen in de overeenkomst als zodanig willen opnemen.

Onder "de voorwaarden en modaliteiten voor het wijzigen van de overeenkomst" worden verstaan de voorwaarden en de modaliteiten waaronder de partijen volgende elementen overeenkomen te wijzigen

- 1° de transversale en thematische doelstellingen als bedoeld in het derde lid, 2°;
- 2° de specifieke acties als bedoeld in het derde lid, 3°;
- 3° het totale aantal personeelsleden bedoeld in het vierde lid, 4°;
- 4° de in het vierde lid 4, 5° bedoelde geraamde exploitatiekosten;
- 5° elke wijziging van de overeenkomst of overeenkomsten bedoeld in het vierde lid, 6°;
- 6° de in het vijfde lid, 2° bedoelde datum;
- 7° de in het vijfde lid, 3° bedoelde toezichtindicatoren;
- 8° elk ander element dat de partijen overeenkomen te wijzigen.

De partijen kunnen overeenkomen andere bepalingen op te nemen in de overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid. De Regering mag WBE of de federaties van inrichtende machten geen andere dan de in het eerste lid bedoelde opdrachten opleggen. WBE of een federatie van inrichtende machten kan er evenwel mee instemmen om andere opdrachten in de in het eerste lid bedoelde overeenkomst op te nemen, zonder dat het bedrag van de in artikel 12 bedoelde subsidie wordt verhoogd.

Art. 15. § 1. Een jaarlijks verslag over de uitvoering van de in artikel 14 bedoelde overeenkomst wordt door WBE en de federaties van de inrichtende machten opgesteld en aan de Regering meegedeeld op de in de overeenkomst vastgestelde datum, dat wil zeggen vóór 1 oktober.

Het verslag bedoeld in het eerste lid omvat een balans, een omschrijving van de gebruikte middelen en de acties die in het afgelopen uitvoeringsjaar van de overeenkomst zijn uitgevoerd, alsmede een kwalitatieve en kwantitatieve analyse van de verwezenlijking van de in artikel 14, § 2, tweede lid, bedoelde opdrachten en doelstellingen.

Het verslag, zoals bedoeld in het eerste lid, gaat vergezeld van bewijsstukken waaruit blijkt dat de subsidie voor het laatste jaar van uitvoering van de overeenkomst is gebruikt.

§ 2. De Regering stelt het model vast voor het in paragraaf 1 bedoelde verslag.

Art. 16. Op basis van de in artikel 15 bedoelde verslagen evalueert de Regering de in artikel 14 bedoelde overeenkomst op de einddatum ervan.

De Regering kan ook een tussentijdse evaluatie van de in artikel 14 bedoelde overeenkomst uitvoeren na afloop van de eerste drie jaar van uitvoering.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingsbepalingen

Art. 17. In artikel 5bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van een aantal bepalingen van de onderwijswetgeving worden de paragrafen 2 tot en met 4 vervangen door wat volgt:

"§ 2. Opdat een orgaan erkenning van de Regering zou krijgen:

1° moet er een samenhang zijn tussen de educatieve en pedagogische projecten van een inrichtende macht die deel uitmaakt van dit orgaan en het educatief project en de belangrijkste assen van het pedagogisch project van dit orgaan;

2° het orgaan:

a) voorziet in zijn statuten dat de Algemene vergadering is samengesteld:

- voor ten minste uit 80% van de aangesloten inrichtende machten of vertegenwoordigers die door verschillende inrichtende machten uit hen zijn gekozen;
- maximaal uit 20% van leden die door de eersten gecoöpteerd zijn;

b) bepaalt in zijn statuten dat deze algemene vergadering beslist over de wijziging van de statuten, over de vaststelling van het bedrag van de eventuele bijdrage voorzien in overeenstemming met artikel 5 *quinquies* en over de aanwijzing van de raad van bestuur, die wordt benoemd voor een hernieuwbare periode van maximaal zes jaar;

c) zorgt voor de publicatie van de voor zijn leden bestemde informatie, alsmede van de regels voor het lidmaatschap van en de toegang tot de activiteiten, programma's en diensten van het orgaan;

d) doet de Regering bij zijn verzoek om erkenning een afschrift toekomen van de toetredingsbesluiten van de aangesloten inrichtende machten, de namen en voornamen van de leden van de verschillende instanties waaruit het is samengesteld, alsmede een afschrift van zijn statuten en reglementen en vervolgens, zodra zij is aangenomen, elke wijziging met betrekking tot deze verschillende elementen;

3° de raad van bestuur van het orgaan:

a) is samengesteld uit een meerderheid van de leden, gekozen tussen diegenen die bepaald werden in 2°, a), eerste streepje;

b) wijst de personen aan die gemachtigd zijn om voor een hernieuwbare periode van maximaal zes jaar de protocollen tot afsluiting van het in artikel 5 bedoelde overleg namens haar te ondertekenen.

§ 3. De erkenning is geldig voor onbepaalde tijd.

§ 4. De Regering trekt de erkenning van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten in die niet langer voldoen aan de in de paragrafen 1 en 2 vastgestelde voorwaarden.

De Regering beslist over de procedure voor de erkenning, de weigering van de erkenning en de intrekking van de erkenning.

De procedure zoals bedoeld in het tweede lid voorziet ten minste in de volgende elementen:

1° dat het orgaan uiterlijk op 15 november van het jaar dat voorafgaat aan het eerste jaar van toepassing van de erkenning bij de Regering een aanvraag tot erkenning indient;

2° de modaliteiten voor het indienen van de erkenningsaanvraag;

3° de mogelijkheid voor het orgaan om in beroep te gaan tegen een beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning, alsmede de vormen en termijnen ervan;

4° de mogelijkheid om het orgaan in beroep te horen;

5° de termijnen waarbinnen beslissingen over de verlening, weigering of intrekking van de erkenning moeten worden genomen.”

Art. 18. In dezelfde wet wordt artikel 5ter vervangen door de volgende tekst:

« Artikel 5ter. § 1. Elk in artikel 5bis bedoeld vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan wordt belast met een algemene opdracht op het gebied van vertegenwoordiging, coördinatie, ondersteuning en begeleiding van de inrichtende machten waarbij het is aangesloten of waarmee het een overeenkomst heeft gesloten, onder de in die overeenkomst bepaalde voorwaarden.

In dit verband sluit elk in artikel 5bis bedoeld vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan met de Regering de overeenkomst als bedoeld in artikel 14 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen voor door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs, en geniet van het de in artikel 12, eerste lid, van dat decreet bedoelde subsidie, onder de bij dat decreet vastgestelde voorwaarden en volgens de daarin vastgestelde modaliteiten.”

Art. 19. In dezelfde wet wordt een artikel 5quater ingevoegd dat als volgt luidt:

“Artikel 5quater. WBE is verantwoordelijk voor een algemene vertegenwoordigings-, coördinatie-, ondersteunings- en begeleidingsopdracht van de scholen die zij organiseert en van de scholen waarmee zij een overeenkomst heeft gesloten overeenkomstig artikel 24, § 2, tweede lid, 8°, en dit volgens de in deze overeenkomst bepaalde voorwaarden.

In dit verband sluit WBE met de Regering de overeenkomst als bedoeld in artikel 14 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen voor door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs, en ontvangt het de in artikel 12, eerste lid, van dat decreet bedoelde subsidie, onder de bij dat decreet vastgestelde voorwaarden en volgens de daarin vastgestelde modaliteiten.”

Art. 20. In dezelfde wet wordt een artikel 5quinquies ingevoegd dat als volgt luidt:

“Artikel 5quinquies. Elke inrichtende macht kan van de dotaties of exploitatiesubsidies van de door haar georganiseerde instellingen het bedrag van de bijdrage die zij aan een van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen betaalt, aftrekken. “

Art. 21. In artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van een aantal bepalingen van de onderwijswetgeving wordt een vierde lid ingevoegd die als volgt luidt:

“Op voorstel van het gezag van een godsdienst of niet-confessionele zedenleer en na advies van de Sturingscommissie die is ingesteld bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, geeft de Regering een label aan het referentiekader voor cursussen van godsdienst of niet-confessionele zedenleer en legt zij deze ter bevestiging voor aan het Parlement. Bij ontstentenis of vacature van het gezag van een godsdienst of niet-confessionele zedenleer, mits dat wordt aangetoond, wijst het Parlement de leden van een technische groep aan die verantwoordelijk is voor de vaststelling van het referentiekader voor de cursussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer. Na zich ervan te hebben vergewist dat zij voldoen aan het geaccrediteerde referentiekader van de relevante cursus godsdienst of niet-confessionele zedenleer, keurt de Regering de programma's van de cursussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer goed, in overeenstemming met alle andere lesprogramma's.”

Art. 22. In artikel 24, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, wordt 8° vervangen door de volgende tekst:

“8° indien de school niet is aangesloten bij een orgaan dat de in artikel 5bis bedoelde inrichtende machten vertegenwoordigt en coördineert, een beroep kan doen op externe ondersteunende en begeleidende diensten krachtens een overeenkomst die uiterlijk vier maanden na de oprichting van de instelling of afdeling van de instelling wordt gesloten met een van de in voormeld decreet van 28 maart 2019 bedoelde steun- en begeleidingscellen. Enkel de steun- en begeleidingscel van Wallonie Bruxelles Enseignement kan niet weigeren om de bovenvermelde overeenkomst te ondertekenen.».

Art. 23. In artikel 15 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhankelijk en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden « van Titel III van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor steun en pedagogische begeleiding van het onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de pedagogische steun- en begeleidingscellen van het onderwijs, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en de statuten van de personeelsleden van de algemene dienst” vervangen door “van Hoofdstuk III van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse gemeenschap en het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs.”

Art. 24. In artikel 21, § 1, tweede lid, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de woorden "pedagogische adviseurs" vervangen door de woorden "steun- en begeleidingsadviseurs."

Art. 25. In artikel 12 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen worden de woorden "van pedagogische animatie" vervangen door de woorden "van de steun- en begeleidingscellen".».

Art. 26. Aan artikel 5 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, 4° wordt vervangen door wat volgt:

"4° van een steun- en begeleidingscel van onderwijs, door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd, die is opgericht bij het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, en het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs.";

2° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 2. Het totale aantal verlofdagen en het aantal verloven per affectatie voor opdracht die overeenkomstig het eerste lid worden toegekend, worden door de Regering vastgesteld. Deze getallen worden uitgedrukt in volledige opdrachten."

Art. 27. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt "6°" vervangen door "3° en 5°";

2° in paragraaf 1, wordt het eerste lid aangevuld met een 8° die als volgt wordt geformuleerd:

« 8° wordt uitgeoefend via een steun- en begeleidingscel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, die is opgericht door het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen voor het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, en het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs. »;

In paragraaf 4, eerste lid, wordt « 6° » vervangen door « 6° en 8° ».

Art. 28. In artikel 6*bis* van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 17 oktober 2013, wordt het eerste lid vervangen door de volgende tekst:

"De Regering kan een verlof voor opdracht toekennen aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die op regelmatige en ononderbroken basis worden ingezet in de steun- en begeleidingscellen zoals bedoeld in artikel 3 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen voor het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd wordt en het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs."

Art. 29. In artikel 5 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren wordt 38° vervangen door wat volgt:

"38° de steun- en begeleidingscel: een van de steun- en begeleidingscellen bedoeld in het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen voor het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd wordt en het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs. ».

Art. 30. In de artikelen 35, § 2, vierde lid, en 39*bis*, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding, de Cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding" vervangen door de woorden "de steun- en begeleidingscellen".

Art. 31. In artikel 67 van hetzelfde decreet, zoals vervangen door het decreet van 13 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 5, tweede lid, worden de woorden "de dienst of de cel voor raadgeving en begeleiding" vervangen door de woorden "de steun- en begeleidingscel" en de woorden "van de dienst voor raadgeving en begeleiding" worden vervangen door de woorden "de steun- en begeleidingscel";

2° in paragraaf 6, elfde lid, wordt punt c) vervangen door wat volgt:

"c) aan de steun- en begeleidingscel, als deze cel heeft deelgenomen aan de ontwikkeling ervan;"

3° in paragraaf 10, tweede lid, worden de woorden "de dienst of de cel voor raadgeving en begeleiding bieden" vervangen door de woorden "de bevoegde steun- en begeleidingscel biedt".

Art. 32. In artikel 68 van hetzelfde decreet, zoals vervangen door het decreet van 13 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 4, tweede lid worden de woorden "de dienst of de cel voor raadgeving en begeleiding bieden" vervangen door de woorden "de bevoegde steun- en begeleidingscel";

2° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden "aan de dienst of de cel voor raadgeving en begeleiding bieden" vervangen door de woorden "de bevoegde steun- en begeleidingscel";

3° in paragraaf 9, eerste lid, worden de woorden "van de dienst of de cel voor raadgeving en begeleiding bieden" vervangen door de woorden "de bevoegde steun- en begeleidingscel,"

Art. 33. In artikel 2 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 34. In artikel 3 van hetzelfde decreet wordt een 11bis ingevoegd dat luidt als volgt.:

“11bis een label voor te stellen dat de conformiteit weergeeft van het referentiekader van de lessen godsdienst of niet-confessionele zedenleer die haar worden voorgelegd en waarvoor zij, na een met redenen omkleed advies van een commissie van de Algemene Inspectiedienst, die onder meer bestaat uit inspecteurs van de betrokken godsdienst of niet-confessionele zedenleer, volgende elementen vaststelt:

1° hun overeenstemming met Titel II van de Grondwet, in het bijzonder de artikelen 10, 11, 19 en 20 ervan, en met het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, ondertekend te Rome op 4 november 1950, in het bijzonder de artikelen 9 en 14 ervan;

2° respect voor het godsdienstonderwijs, zoals bepaald in de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van een aantal bepalingen van de wetgeving inzake onderwijs, met name artikel 8;

3° de naleving van de basisvaardigheden, eindvaardigheden en kennis als bedoeld in de artikelen 16, 25 en 35 van het Takendecreet;

4° de inachtneming van de artikelen 6, 8, 10, 16, § 3, 24, 34 en 78 van het Takendecreet.

Daarnaast brengt de Commissie advies uit over de programmavoorstellen voor cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer in overeenstemming met de referentiekaders voor erkende cursussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer.

In het kader van deze opdracht kan de Commissie een beroep doen op vertegenwoordigers van het gezag van de betrokken godsdienst of van de niet-confessionele zedenleer, als gasten zonder stemrecht. Deze vertegenwoordigers mogen niet rapporteren aan een inrichtende macht. ».

Art. 35. In artikel 13, § 3, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan wordt het derde lid vervangen door wat volgt:

“Op beslissing van de coördinerende steun- en begeleidingsadviseur van de betrokken steun- en begeleidingscel kan een steun- en begeleidingsadviseur tijdens zijn of haar diensttijd een opleiding verzorgen. Hij mag echter niet voor deze opleiding worden betaald en mag niet meer dan twintig halve opleidingsdagen geven per schooljaar of per dienstjaar.”

Art. 36. In artikel 14 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin:

“De inrichtende macht van het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap georganiseerd wordt of de vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten die/dat een opvolgingsverslag moet opstellen op grond van artikel 15 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen voor het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd en het statuut van de ondersteunende en begeleidende adviseurs, is in dit geval vrijgesteld van de verplichting om deze evaluatie op te stellen en door te geven.”

Art. 37. In artikel 26 § 1, 8°ter, van hetzelfde decreet wordt het woord “pedagogisch” telkens vervangen door de woorden “steun en begeleiding”.

Art. 38. In artikel 18, § 1, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs wordt het derde lid vervangen door wat volgt:

“Op beslissing van de coördinerende steun- en begeleidingsadviseur van de betrokken steun- en begeleidingscel kan een steun- en begeleidingsadviseur tijdens zijn of haar diensttijd een opleiding verzorgen. Hij mag echter niet voor deze opleiding worden betaald en mag niet meer dan twintig halve opleidingsdagen geven per schooljaar of per dienstjaar.”

Art. 39. In het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in artikel 7, eerste lid, worden de woorden “, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs” telkens vervangen door de woorden “ en de steun- en begeleidingscellen”;

2° in artikel 9, § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, wordt het laatste streepje vervangen door wat volgt:

“- leden van de steun- en begeleidingscellen, benoemd door de Regering op voordracht van WBE of het coördinatie- en vertegenwoordigingsorgaan waaronder zij ressorteren,“;

b) in lid 7, 8 en 9, worden de woorden “pedagogische raad en begeleiding” telkens vervangen door de woorden “steun en begeleiding” en de woorden « dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding” worden telkens vervangen door de woorden “steun- en begeleidingscellen”;

3° In artikel 17, § 1, worden de woorden “dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding” vervangen door de woorden “de steun- en begeleidingscel”;

4° in artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding” vervangen door de woorden “de steun- en begeleidingscel” en de woorden “pedagogische raadgeving en begeleiding” vervangen door de woorden “steun en begeleiding”;

b) in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord “pedagogisch” telkens vervangen door de woorden “steun en begeleiding”;

c) in paragraaf 1, wordt het derde lid als volgt vervangen:

“De betrokken inspectiediensten en de steun- en begeleidingsadviseurs zorgen ervoor dat deze resultaten worden verwerkt in de bijdragen van hun eigen onderzoeken als onderdeel van hun respectieve opdrachten om het niveau van de studies te beoordelen en om steun en begeleiding te bieden. Zij ondersteunen scholen bij de analyse en exploitatie van de resultaten.”;

d) in paragraaf 2, wordt “dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding” vervangen door de woorden “de steun- en begeleidingscel” en de woorden “pedagogische raadgeving en begeleiding” worden vervangen door de woorden “steun en begeleiding”;

5° in artikel 22, § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt het laatste streepje vervangen door wat volgt:

“- een lid van de steun- en begeleidingscel voor het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap georganiseerd wordt, aangewezen door de Regering op voorstel van WBE en een of meerdere leden van de steun- en begeleidingscellen, benoemd door de Regering op voorstel van het vertegenwoordigings- en coördinatietoeraan waaronder ze ressorteren.”;

b) in het vijfde lid worden de woorden “pedagogische raadgeving en begeleiding” telkens vervangen door de woorden “steun en begeleiding”;

c) in het zesde lid worden de woorden “dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding” vervangen door de woorden “de steun- en begeleidingscel voor het onderwijs, georganiseerd door de Franse gemeenschap” en de woorden “pedagogische raadgeving en begeleiding” worden vervangen door de woorden “steun en begeleiding”;

6° in de artikelen 36/4, § 1, 36/5/3 en 36/12, § 1, worden de woorden “dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding” telkens vervangen door de woorden “steun- en begeleidingscellen” en de woorden “dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding” worden telkens vervangen door de woorden “steun en begeleiding”;

7° in artikel 36/5/4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding” telkens vervangen door de woorden “steun- en begeleidingscellen” en de woorden “pedagogische raadgeving en begeleiding” worden telkens vervangen door de woorden “steun en begeleiding”;

b) in paragraaf 1, tweede lid wordt het woord “pedagogisch” vervangen door de woorden “steun en begeleiding”;

c) in paragraaf 1, wordt het derde lid als volgt vervangen:

“De betrokken inspectiediensten en de steun- en begeleidingsadviseurs zorgen ervoor dat deze resultaten worden verwerkt in de bijdragen van hun eigen onderzoeken als onderdeel van hun respectieve opdrachten om het niveau van de studies te beoordelen en om steun en begeleiding te bieden. Zij ondersteunen scholen bij de analyse en exploitatie van de resultaten.”;

d) paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 2. Wat betreft de mededeling van de resultaten van de leerlingen van schoolinrichtingen die één per één beschouwd worden, heeft de mededeling aan de steun- en begeleidingscel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of de steun- en begeleidingscel van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, naargelang het geval, slechts betrekking op de inrichtingen die behoren ofwel tot het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, ofwel tot een inrichtende macht aangesloten bij een vertegenwoordigings- en coördinatietoeraan. In dit geval wordt de mededeling onderworpen aan de toestemming van de inrichtende macht. De Regering bepaalt de nadere regels volgens dewelke de inrichtende macht deze toestemming meedeelt.”

Art. 40. In artikel 7bis, § 1, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs wordt het laatste lid vervangen door wat volgt:

“Ter informatie stellen de Diensten van de Regering een repertorium van praktijken inzake geïndividualiseerd leerplan en instrumenten voor het beheer van de geïndividualiseerde leerplannen die in verschillende scholen efficiënt zijn gebleken, ter beschikking van de opvoedende teams alsook van de steun- en begeleidingscellen, bedoeld bij het decreet van 28 maart 2019 betreffende steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, en het statuut van Steun- en begeleidingsadviseurs”.

Art. 41. Artikel 25 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van directeurs wordt aangevuld door een lid dat als volgt luidt:

« De inrichtende macht voor het onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, elke federatie van inrichtende machten die overeenkomstig artikel 15 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen voor het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, en betreffende het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs, is in dit geval vrijgesteld van de verplichting om het in het eerste lid bedoelde evaluatieverslag op te stellen en in te dienen.».

Art. 42. In artikel 3, § 8, tweede lid, c), van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs worden de woorden “pedagogische adviseurs” vervangen door de woorden « steun- en begeleidingsadviseurs ».

HOOFDSTUK IV. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 43. In het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs worden geschrapt:

1° artikel 4;

2° in Titel I, hoofdstukken III, IV en V omvattende de artikelen 17 tot 25;

3° Titel III omvattende de artikelen 149 tot 156.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 44. Personeelsleden die aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet worden aangewezen als pedagogisch adviseur op grond het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs behouden het voordeel van hun aanwijzing onder dezelfde voorwaarden, met de hoedanigheid van steun- en begeleidingsadviseur.

De adviseurs zoals bedoeld in het eerste lid die benoemd zijn na 1 september 2017 zijn verplicht binnen drie jaar na de inwerkingtreding van dit decreet de in artikel 10 bedoelde basisopleiding te volgen.

Art. 45. Worden geacht erkend te zijn overeenkomstig dit decreet, op de in artikel 50 vastgestelde datum van inwerkingtreding, de vertegenwoordigings- en coördinatiëorganen van de inrichtende machten die erkend zijn overeenkomstig de regels die vóór de inwerkingtreding van dit decreet van toepassing waren.

Art. 46. In 2019 wordt het in artikel 12, tweede lid, bedoelde bedrag bij wijze van afwijking vastgesteld op 3.365.263 euro.

Het in artikel 12, tweede lid, bedoelde bedrag wordt aangevuld met de volgende bedragen:

- 1° voor het jaar 2021, met 435.850 euro;
- 2° voor het jaar 2022, met 896.468 euro;
- 3° voor het jaar 2023, met 1.380.766 euro;
- 4° voor het jaar 2024, met 1.888.109 euro.

In 2025 wordt het in artikel 12, tweede lid, bedoelde bedrag verhoogd met 2.260.232 euro. Vanaf 2026 is het bekomen bedrag gekoppeld aan de loonstijging, overeenkomstig artikel 12, derde lid.

Art. 47. In afwijking van artikel 5 vijfde lid, wordt gedurende de eerste zes jaar na de inwerkingtreding van dit decreet het aantal steun- en begeleidingsadviseurs die een onderwijstitel moeten hebben, als volgt verdeeld over de verschillende steun- en begeleidingscellen:

- 1° Raad voor het onderwijs van de Gemeenten en Provincies: 92;
- 2° Raad van de Inrichtende machten van het gesubsidieerd neutraal officieel onderwijs: 31;
- 3° Federatie van de onafhankelijke vrije gesubsidieerde inrichtingen: 5;
- 4° Secretariaat-generaal voor het katholiek onderwijs in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap: 177;
- 5° Wallonie-Bruxelles Enseignement : 65.

Art. 48. In afwijking van artikel 6, § 3, worden gedurende de eerste periode van zes jaar na de inwerkingtreding van dit decreet het aantal in artikel 5, eerste lid, 1°, bedoelde steun- en begeleidingsadviseurs, waarvan WBE en elke federatie van inrichtende machten op grond van artikel 6, § 1, eerste lid, 1°, gebruik kunnen maken, als volgt verdeeld:

- 1° Raad voor het onderwijs van de Gemeenten en Provincies: 62;
- 2° Raad van de Inrichtende machten van het gesubsidieerd neutraal officieel onderwijs: 7;
- 3° Federatie van de onafhankelijke vrije gesubsidieerde inrichtingen: 2;
- 4° Secretariaat-generaal voor het katholiek onderwijs in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap: 70;
- 5° Wallonie-Bruxelles Enseignement: 48.

Art. 49. In afwijking van artikel 8, § 3, tweede lid, 1°, wordt voor de eerste periode van zes jaar na de inwerkingtreding van dit besluit de verdeling tussen de verschillende levensbeschouwelijke opleidingen van de functies van de steun- en begeleidingsadviseur vermeld in artikel 5, eerste lid, 3°, als volgt bepaald:

- 1° niet-confessionele zedenleer: twee ambten;
- 2° katholieke godsdienst: vijf ambten;
- 3° islamitische godsdienst: twee ambten;
- 4° protestantse godsdienst: een ambt;
- 5° orthodoxe godsdienst: een ambt;
- 6° israëlitische godsdienst: een ambt.

In afwijking van artikel 8, § 3, tweede lid, 2°, wordt gedurende de eerste periode van zes jaar na de inwerkingtreding van dit decreet het aantal of het aandeel van één voltijdequivalent van de in artikel 5, eerste lid, 3°, bedoelde steun- en begeleidingsadviseurs, waarvan WBE en elke federatie van inrichtende machten kan gebruikmaken, als volgt verdeeld:

	WBE	FELSI	CECP	CPEONS	SEGECE
Niet-confessionele zedenleer	8/10	2/10	5/10	5/10	-
katholieke godsdienst	4/10	1/10	2/10	8/10	35/10=3.5 TP
islamitische godsdienst	5/10	1/10	9/10	4/10	1/10
protestantse godsdienst	3/10	1/10	4/10	1/10	1/10
orthodoxe godsdienst	5/10	1/10	1/10	3/10	-
israëlitische godsdienst	7/10	1/10	1/10	1/10	-

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

Art. 50. De artikelen 12 tot en met 21, 34 en 45 treden in werking op 1 april 2019.

Art. 51. Met uitzondering van de bepalingen waarvan de inwerkingtreding wordt bepaald door artikel 50, treedt dit decreet in werking op 1 september 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Voorstel tot decreet, n° 779-1 – Commissieamendementen, n° 779-2. Commissieverslag, n° 779-3. – Tekst aangenomen in de commissie, - n° 779-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, n° 779-5
 Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 27 maart 2019.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/14855]

2 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 7 et 10 du décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 4 septembre 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 janvier 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2019 ;

Vu le « test genre » du 5 décembre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis 65.293/4 du Conseil d'État, donné le 14 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu la décision de l'instance de concertation et du comité ministériel rendue le 11 février 2019 telle que prévue aux articles 12 à 16 de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2004 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en la matière ;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° décret : le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française ;

2° Code de qualité : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le Code de qualité de l'accueil ;

3° projet d'accueil : le projet d'accueil visé à l'article 20 du code de qualité.

4° contrat d'accueil : contrat conclu entre le(les) parent(s) et le pouvoir organisateur ou son représentant déterminant les droits et obligations des deux parties dans le cadre de l'accueil de l'enfant ;

5° crèche mobile : crèche au sens de l'article 3, 1°, du décret dont le lieu d'accueil varie d'un jour à l'autre avec déplacement de l'équipe qui prend en charge les enfants ;

6° plan Tandem : le dispositif réglementé par la commission paritaire n° 305 par convention collective du 27 octobre 2010 relative à l'harmonisation des barèmes et concordance des fonctions ;